



Bulletin WRM 251

Mouvement Mondial pour les Forêts Tropicales
Juillet / Août 2020

Le capitalisme vert se développe dans les communautés et les territoires



Ph: Mongabay

Notre Opinion : Résister à une (mono) culture de la destruction.....	2
Les ravages d'un projet de plantation d'arbres sur des terres communautaires en Ouganda	4
De la campagne 'Verdir la Mère Patrie' à l'application 'Ant Forest' : la plantation des arbres dans la politique environnementale chinoise	8
Afrique du Sud : la mort dans le sillage des monocultures d'eucalyptus.....	13
Colombie : la productrice d'huile de palme Poligrow prévoit d'accaparer plus de terres selon son schéma de « petits producteurs ».....	17
Un autre regard sur la « pratique de la conservation » : le Kawsak Sacha du peuple Kichwa de Sarayaku en Équateur	23
Malgré la déforestation de l'Amazonie, les fonds REDD+ continuent d'affluer vers le Brésil	26
La route qui menace de détruire la forêt « protégée » de Harapan dans le sud de Sumatra, en Indonésie	31

RECOMMANDATIONS

Une critique féministe du pouvoir des sociétés transnationales.....	34
Les défenseurs des droits fonciers confrontés à une violence toujours croissante.....	34
« Une certification vide de sens ».....	34
La farce des donations pendant la bataille contre la Covid-19 au Brésil.....	35

Ce bulletin contient des articles écrits par les organisations et les personnes suivantes : Witness Radio Uganda; un chercheur de China; GeaSphere Africa; membre du peuple Kichwa de Sarayaku en Équateur; un activiste d'Indonésie; et membres du secrétariat international du WRM.

Green Capitalism Expanding on Communities and Territories

Notre Opinion :

Résister à une (mono) culture de la destruction



La plantation de palmiers à huile de Poligrow en Colombie. Ph: Agence d'enquête environnementale

Il y a seize ans, des organisateurs de communautés paysannes, autochtones et traditionnelles luttant contre l'expansion des plantations d'arbres en monoculture au Brésil, ont décidé qu'il était nécessaire de dédier une journée chaque année pour célébrer cette résistance. Des actions et des expressions de solidarité simultanées dans le monde entier ce jour-là ont depuis permis d'attirer une attention supplémentaire sur les nombreuses luttes fortes et diverses contre cette industrie destructrice. C'est ainsi que le 21 septembre – la Journée de l'arbre au Brésil – est devenu **la Journée internationale contre les plantations d'arbres en monoculture**.

Le modèle des plantations est basé sur l'idée d'assurer la productivité la plus élevée possible et donc les profits les plus élevés possibles. Cela signifie également, en conséquence, garantir les coûts les plus bas possibles. Les impacts écologiques et sociaux de ces plantations d'arbres, que ce soit pour la production de bois, de pâte à papier et de papier, de fibres, de caoutchouc, d'huile de palme, de copeaux de bois pour la bioénergie, des crédits carbone ou pour la « restauration du couvert végétal », sont profondément destructeurs et supportés avant tout par les communautés dont les terres ont été envahies, encerclées et/ou polluées par ces plantations.

L'article de l'**Ouganda** en est un exemple clair : plus de 15 ans après que la New Forests Company a commencé ses plantations, de nombreuses personnes expulsées se sont retrouvées sans rien et continuent de lutter pour récupérer leurs terres, leurs moyens de subsistance et surtout, leur dignité. Un autre article de ce bulletin fournit une description historique des programmes de plantation d'arbres en **Chine** et montre comment les entreprises de plantation recherchent de nouvelles opportunités de faire des profits, par exemple sous la forme d'une alliance avec des entreprises numériques pour soutenir le consumérisme « vert ».

Les sociétés de plantations plantent une seule espèce d'arbres afin d'accroître la productivité, généralement sur les terrains les plus fertiles et les plus plats qu'elles peuvent trouver (ou le plus souvent accaparer), avec une disponibilité suffisante des points d'eau pour leurs arbres. Des engins lourds sont couramment utilisés pour la plantation et la récolte, ainsi qu'une quantité importantes d'engrais chimiques et de pesticides. Un article de ce bulletin en provenance **d'Afrique du Sud** met en garde contre les graves conséquences des plantations d'arbres sur les ressources en eau locales et comment, malgré les preuves solides en la matière, les entreprises continuent d'intensifier leur production, la biomasse étant un récent facteur d'expansion supplémentaire.

Le modèle des plantations repose également sur le fait que les titres et actes fonciers des communautés sont pour la plupart précaires, vulnérables et non reconnus par les États. En conséquence, la saisie et l'invasion massives des forêts et des terres communautaires sont une pratique courante dans les pays du Sud. Les États, en revanche, facilitent généralement la mise en œuvre et l'expansion de ce modèle en accordant des incitations financières et fiscales, ainsi qu'en mettant leurs forces de sécurité à disposition pour assurer les déplacements, les expulsions et la criminalisation de la résistance. Ces violences sont généralement menées en tandem avec les agents de sécurité des entreprises. Un article de ce bulletin, en provenance de **Colombie**, met en évidence le rôle d'une société de plantations de palmiers à huile dans un accaparement de territoires marqué par la violence, les déplacements et les conflits.

Les sociétés de plantations, de leur côté, prétendent apporter le « développement », contribuer à la conservation des forêts et même définissent même leurs vastes plantations de monoculture comme des « forêts » plantées. Mais comme l'explique Marlon Santi du peuple Kiwicha de Sarayaku, en **Équateur**, dans un autre article de ce bulletin : « *Pour nous, la "conservation", c'est voir la forêt comme un être vivant, ou comme une forêt vivante. Ce n'est qu'ainsi que nous comprenons quel genre de "conservation" nous devons faire [...]. Pour bien vivre et pour que les forêts soient préservées, il est essentiel que le mot "développement" ne soit pas utilisé [...] parce que cela change notre monde, et je dis monde en référence à cet espace de vie. »*

Malgré le grand nombre de témoignages de la communauté et de recherches dénonçant les impacts négatifs, les plantations d'arbres en monoculture sont toujours encouragées et parfois financées par les gouvernements, la Banque mondiale, l'ONU, les ONG, les agences de développement et d'autres institutions. Ces derniers affirment que ces monocultures sont la solution aux problèmes les plus urgents du monde : le changement climatique, la dégradation des forêts et l'énergie.

Ces mêmes acteurs font également pression en faveur de l'expansion d'autres fausses solutions nuisibles et les facilitent. Un article du **Brésil** explique comment, malgré l'augmentation alarmante de la destruction des forêts, plusieurs États brésiliens de l'Amazonie continuent de recevoir des fonds REDD+ du gouvernement allemand. Par ailleurs, un entretien avec un militant **indonésien** alerte sur les contradictions qui se dissimulent derrière les concessions dites « de restauration des écosystèmes », et sur la menace liée à la construction d'une route destinée au transport du charbon à travers la première de ces concessions dans le pays.

Chaque année, et ce malgré les systèmes de certification, les campagnes en faveur de plantations « vertes » et d'autres tactiques qui tentent de cacher les dommages et la violence

associés aux grandes plantations d'arbres, chaque année, plusieurs communautés et mouvements se mobilisent durant ce mois pour donner plus de visibilité à leurs luttes et dénoncer les impacts nuisibles des plantations d'arbres sur leurs vies et leurs territoires.

Le WRM se joint une fois de plus à la Journée internationale des luttes contre les plantations forestières en monoculture en solidarité avec les nombreuses voix des communautés et groupes qui continuent inlassablement de défendre la vie.

Rejoignez la lutte !

Les plantations ne sont pas des forêts !

NON aux plantations d'arbres industrielles en monoculture !

Les ravages d'un projet de plantation d'arbres sur des terres communautaires en Ouganda



Certaines des mères qui ont perdu des enfants en raison du manque de nourriture après les expulsions de la New Forests Company. Ph: witnessradio.org

Le cœur des habitants de sept villages du district de Mubende, en Ouganda, où la New Forests Company (NFC) a illégalement expulsé près de mille foyers de leurs terres, est rempli de misère.

La New Forests Company (NFC), basée au Royaume-Uni, a été fondée en vue de fournir des « produits ligneux durables » en Afrique de l'Est, à l'époque d'une déforestation galopante. Les plantations de la NFC constituent également un « projet carbone », qui génère des profits supplémentaires pour la compagnie au travers de la vente de « crédits carbone ». Le premier arbre a été planté à Mubende, en Ouganda, en 2004. Depuis lors, la société s'est rapidement développée, avec quatre nouvelles zones de plantation en Ouganda ainsi qu'en Tanzanie et au Rwanda.

Cette expansion s'est toutefois accompagnée d'une peine inimaginable pour des centaines de foyers et de graves violations des droits de l'homme, principalement dans le district de Mubende. Entre 2006 et 2010, plus de dix-mille personnes ont été expulsées de leurs terres dans le district de Mubende, parfois avec violence, pour faire place aux plantations de la NFC.

La NFC et la Banque mondiale, qui soutient la firme, avaient entamé des pourparlers avec les personnes qu'elles expulsaient, mais les ont abandonnées. Selon des documents consultés par la plateforme médiatique ougandaise Witnessradio.org, la NFC avait été entraînée dans un dialogue avec les personnes qu'elle évinçait après qu'un rapport critique ait révélé en 2011 qu'elle ne respectait pas les droits humains de communautés liées à un projet de crédit carbone. (1) Le rapport, publié par l'ONG Oxfam, accusait la NFC et ses agents de sécurité d'avoir violé les droits humains de nombreuses personnes en toute impunité. La Banque mondiale nomma alors un médiateur du Bureau de Conseil en Conformité (Compliance Advisor/Ombudsman, CAO). Le CAO traite les plaintes des communautés affectées par les investissements de la Société financière internationale, la branche privée de la Banque mondiale.

En 2011, la NFC avait attiré les investissements de banques internationales et de fonds de capital-investissement. Parmi ceux-ci, la **Banque européenne d'investissement (BEI)**, l'institution financière de l'UE, avait prêté à la NFC cinq millions d'euros (près de six millions de dollars) pour l'expansion d'une de ses plantations en Ouganda. Le **fonds Agri-Vie Agribusiness Fund**, un fonds d'investissement privé, axé sur l'alimentation et l'agro-industrie en Afrique subsaharienne, a investi 6,7 millions de dollars dans la NFC. Agri-Vie est lui-même soutenu par des institutions de financement du développement, notamment la **branche de la Banque mondiale chargée des prêts au secteur privé, la Société Financière Internationale (SFI)**. Mais l'investissement le plus important est venu de la **banque britannique HSBC** : environ dix millions de dollars US, ce qui lui a valu 20 % des parts de la société et l'un des six sièges du conseil d'administration de la NFC. Tous ces investisseurs doivent, en théorie, respecter des normes sociales et environnementales dans la gestion de leurs portefeuilles.

Violences et souffrances durables

Après un dialogue de quinze mois facilité par le CAO, les personnes expulsées se sont vu offrir très peu en comparaison de ce qu'elles possédaient auparavant. Ces maigres compensations n'étaient pas basées sur une évaluation visant à déterminer ce qu'elles avaient perdu en conséquence de leurs violentes expulsions.

Witnessradio.org a découvert qu'au cours du dialogue, la NFC avait forcé les personnes expulsées à créer une coopérative si elles voulaient obtenir quelque paiement de la société. En outre, celles-ci ont été forcées de payer des frais d'inscription pour devenir membre de la coopérative et toucher l'argent que la compagnie proposait de leur reverser. Beaucoup n'avaient pas les moyens de payer ces frais. Les quelques-uns qui ont réussi se sont vu attribuer une acre de terre chacune (moins d'un demi-hectare). Seuls 48 % des dix-mille personnes expulsées ont obtenu cette compensation.

Nos enquêtes indiquent qu'après que le versement de 600 000 000 shillings ougandais (près de 180 000 dollars US) par la NFC sur le compte de la coopérative, en compensation pour 8 958 hectares de terre et les autres dommages subis par les personnes qu'elle avait spoliées, les parties prenantes concernées les abandonnèrent à leur angoisse.

Les plantations de la société ont brisé des vies et causé des dommages irréparables aux communautés touchées.

Selon les personnes expulsées, les plantations de la NFC ont provoqué un grand nombre de décès chez les enfants, à cause de la malnutrition. Au moment des expulsions, tous les enfants ont abandonné l'école et se sont mariés à un âge précoce. En outre, après avoir été privées des moyens de se nourrir, de nombreuses familles ont commencé à vivre dans des camps de réfugiés, tandis que des centaines d'autres se sont séparées. La liste est longue des conséquences dont l'impact se fait encore sentir.

Des témoignages d'expulsions forcées et d'absence d'indemnisation adéquate ternissent les projets de développement social que l'entreprise met en avant chaque fois qu'elle parle de ses réalisations.

Shantel Tumubone, cinquante ans, et sa famille, ont été expulsés il y a dix ans de leur maison ancestrale dans le village de Kyamukasa, dans le sous-comté de Kitumbi, dans le district de Kassanda. En guise de compensation, on leur a promis de quoi trouver d'autres terres où se réinstaller.

Elle s'est installée dans un village voisin, à la recherche de terres, en prévision de l'indemnisation. « J'ai attendu l'argent jusqu'à présent. Mais nous n'avons pas reçu une seule pièce comme compensation, et nous ne savons pas si cela arrivera », explique Tumubone, dont l'espoir s'estompe, à Witnessradio.org.

Après avoir attendu en vain, Tumubone a réussi à obtenir un emploi occasionnel dans une ferme du village de Kabweyakiza, qui se trouve à quelques kilomètres de l'endroit où elle vivait avec sa famille. Ayant tout perdu lors de l'expulsion, Tumubone a ensuite perdu son mari, parce qu'ils ne pouvaient plus payer les factures médicales. Pire encore, elle n'avait pas d'endroit où enterrer son mari. C'est pourquoi un accord a été conclu entre elle et la société qui gère les plantations : en échange de son travail occasionnel dans les plantations pendant huit mois, la société lui donnerait un morceau de terre dans son ancien village, d'une valeur d'un million de shillings ougandais (environ 270 dollars), afin qu'elle puisse enterrer son mari.

Tumubone est une des nombreuses personnes qui ont été jetées dans la pauvreté et privées de terres par la New Forest Company. Ces gens, qui possédaient des terres qu'ils cultivaient pour survivre, ont été transformés en mendiants, tandis que plusieurs autres sont désormais employés par la Compagnie à travailler sur ce qui était autrefois leur propre terre.

Nombre des personnes interrogées par Witnessradio.org ont contesté les prétentions de la compagnie NFC, selon lesquelles elle aurait entrepris des consultations en bonne et due forme et proposé des terres de remplacement en guise de compensations équitables.

« Nous n'avons jamais été consultés et nous n'avons jamais consenti à ce qu'a fait la New Forest Company. Ils ont fait de nous des pauvres, et qui choisirait une telle vie ! Je possédais personnellement quinze acres [six hectares] de terre où je cultivais une variété de plantes », a déclaré l'un des résidents qui est maintenant un travailleur occasionnel dans les plantations de la Compagnie.

Malgré tout, dans son rapport de 2011 aux Nations unies, la New Forest Company affirme que ces gens ont quitté leurs terres volontairement et pacifiquement — ce qui ne correspond pas à la réalité que décrivent les communautés affectées.

FSC : Certifier la dévastation

Ce qui surprend, en outre, c'est que la NFC a réussi à obtenir une certification FSC pour ses plantations, laquelle garantit supposément des pratiques entrepreneuriales « socialement bénéfiques ». La certification FSC est en effet censée garantir des produits provenant de plantations gérées de manière responsable et offrant des avantages environnementaux, sociaux et économiques.

Dans un rapport d'audit réalisé en 2010, le FSC a déclaré, à propos des expulsions, que l'entreprise avait employé des moyens pacifiques et agi de manière responsable.

Étant donné la situation dans les zones où la New Forest Company met en œuvre ses projets de plantation d'arbres, il ne fait aucun doute que l'entreprise se moque éperdument des standards de la société de certification. En conséquence, de nombreuses personnes désormais sans domicile n'ont qu'un bien maigre espoir de retrouver leurs terres et leurs foyers.

Le délégué des foyers déplacés, M. Julius Ndagize, a affirmé que plusieurs réunions avec les dirigeants de la New Forest Company n'avaient pas été fructueuses.

« La compagnie n'a réussi à réinstaller que quelques familles après que nous ayons réussi à obtenir cinq-cents acres [deux-cents hectares] de terres dans le village de Kampindu, où chaque famille a réussi à obtenir une acre de terre, mais les autres sont sans terre », explique Ndagize.

Contextualisation de l'augmentation des investissements massifs

Suite à la flambée des prix des matières premières en 2007-2008, des investisseurs ont exprimé leur intérêt pour cinquante-six millions d'hectares de terres, à destination de l'agriculture et de la production de bois. L'Afrique subsaharienne comptait pour les deux tiers de cette demande. Malgré le faible taux d'investissements agricoles importants enregistré en Afrique et dans certaines régions d'Asie, la taille médiane mondiale des projets, qui est de quarante-mille hectares, implique que ces investissements pourraient avoir des conséquences majeures sur les droits fonciers ruraux et les habitants actuels de ces terres, en particulier les petits exploitants.

Déplorablement, les pays dont le cadre juridique de la reconnaissance des droits fonciers ruraux est faible et dont la réglementation environnementale des activités commerciales est médiocre sont les plus susceptibles d'être ciblés par des investissements à grande échelle.

La constitution ougandaise stipule que « la terre en Ouganda appartient aux citoyens ougandais ». Mais les histoires de non-indemnisation, depuis déjà plus d'une décennie, révèlent un viol flagrant de cette loi et un abus total des droits des citoyens à qui la terre appartient.

Les expulsions forcées constituent également des violations flagrantes des droits de l'homme internationalement reconnus, notamment du droit à un logement décent, à la nourriture, à l'eau, à la santé, à l'éducation, au travail, à la sécurité, à la protection contre les traitements cruels, inhumains et dégradants, et à la liberté de mouvement.

Les conséquences des expulsions forcées vont bien au-delà de pertes matérielles, entraînant des inégalités et des injustices plus profondes, une marginalisation et des conflits sociaux.

Les expulsions se poursuivant sans relâche en Ouganda, il ne fait aucun doute que le fossé qui sépare les riches des pauvres s'élargit à mesure que des droits humains sont bafoués.

L'équipe de Witness Radio, Ouganda
witnessradio.org

(1) WRM Bulletin, Ouganda : l'entreprise New Forests Company. Le FSC légitime l'expulsion de milliers de personnes et la vente de crédits de carbone, <https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/ouganda-lentreprise-new-forests-company-le-fsc-legitime-lexpulsion-de-milliers-de-personnes-et-la-vente-de-credits-de-carbone/> 2011, et Oxfam International, The New Forest Company and its Uganda plantations, 2011 <https://www.oxfam.org/en/research/new-forests-company-and-its-uganda-plantations-oxfam-case-study>

De la campagne 'Verdir la Mère Patrie' à l'application 'Ant Forest' : la plantation des arbres dans la politique environnementale chinoise



Pancarte dans la Bannière gauche d'Alxa, en Chine, portant le logo d'Alipay et d'Ant Forest. Il indique : secteur forestier n° 281 dans Ant Forest. Type : haloxylon ammodendron ; nombre total : 238 500 arbres. Ce secteur forestier est planté et entretenu par la China Green Foundation. Ph: China Green Foundation..

En juillet 2020, faisant écho à la politique de la « Belle Chine » du président Xi Jinping (1), la loi forestière récemment amendée a décidé officiellement que le 12 mars deviendrait la Journée nationale du reboisement.

Déjà avant cet amendement, chaque année à l'occasion de cette journée, les interventions des autorités à différents niveaux, y compris des plus hauts dirigeants du gouvernement central, participant à des activités de reboisement, ont toujours fait les gros titres des médias en Chine. L'histoire de la Journée du reboisement en Chine remonte à plusieurs décennies, lorsque le gouvernement nationaliste a fixé cette date pour commémorer la mort de Sun Yat-sen, qui avait été le premier président de la République de Chine et avait beaucoup fait pour promouvoir la plantation d'arbres au cours de sa vie.

La Journée du reboisement est une incarnation de la politique environnementale de la Chine contemporaine, dans laquelle la plantation d'arbres à une échelle industrielle joue un rôle fondamental.

Depuis 1949, une série de projets de reboisement à grande échelle ont été lancés et dirigés par le gouvernement chinois. Ces projets de reboisement bien connus ont commencé à différentes périodes, dans des conditions politiques et économiques très différentes, de sorte que chacun a une structure et un calendrier spécifiques. Le plus récent prend la forme de l'application Ant Forest – un programme pour smartphones qui permet aux consommateurs de participer à la plantation et/ou à la préservation des arbres lorsqu'ils consomment en ligne – qui a acquis une influence sociale considérable en très peu de temps.

L'évolution des projets de plantation d'arbres en Chine après 1949 montre que le rôle déterminant du pouvoir politique dans le reboisement en Chine s'est progressivement effacé au profit de motivations commerciales.

« Verdir la Mère Patrie »

En 1956, pour soutenir le développement industriel et réduire la fréquence des inondations, le Parti communiste chinois a lancé la campagne « Verdir la Mère Patrie » (2). Au cours des deux années qui ont suivi, 80 % des citoyens chinois ont participé à différents types d'activités de plantation d'arbres et 16 millions d'hectares d'arbres ont été plantés (3). La campagne Verdir la Mère Patrie a été initiée et dirigée par quelques hauts dirigeants du Parti communiste chinois, telles que Mao Zedong et Zhou Enlai. Cette initiative avait un caractère très strictement hiérarchisé. Pour les gens ordinaires, la conscience environnementale n'était pas encore cultivée. Leur mobilisation dans le cadre de cette gigantesque campagne s'explique par le culte des dirigeants politiques et le zèle idéologique (4). Néanmoins, la campagne a échoué, car elle s'accompagnait d'énormes incertitudes dues au fait qu'elle s'appuyait trop sur la volonté personnelle des dirigeants politiques.

À partir de 1958, une logique axée sur la poursuite du « progrès » et du « développement » a commencé à prévaloir chez les responsables gouvernementaux. La Campagne du « Grand Bond en avant » a été lancée pour une période de cinq ans dans le but de reconstruire le pays et de le faire passer d'une économie agraire à une société communiste industrialisée. Au cours de cette période, le gouvernement a encouragé l'industrialisation rapide de la Chine et élaboré des plans de production irréalistes, ce qui a entraîné une importante dégradation de l'environnement. Par exemple, pour augmenter la production d'acier, un grand nombre de fours artisanaux ont été construits, et les gens fondaient tous les objets en acier qu'ils pouvaient trouver. Pour alimenter ces fours, d'immenses zones de forêt ont été détruites. Paradoxalement, le pouvoir politique qui a promu la campagne Verdir la Mère Patrie est aussi celui qui a entraîné à cette occasion le plus grand désastre environnemental d'origine humaine de l'histoire de la Chine moderne (5).

Le projet de la ceinture forestière des Trois Nord

Le projet de ceinture forestière des Trois Nord (également connu sous le nom de Grande Muraille Verte) couvre de vastes superficies de terres dans le nord, le nord-ouest et le nord-est de la Chine. Ces régions sont menacées par la désertification et les sécheresses depuis de nombreuses années. Au cours des années 1960 et 1970, 29,67 millions d'hectares de terres, notamment des terres arables et des prairies, se sont considérablement dégradés et

ont pour partie rejoint ce que l'on appelle le désert de Gobi (6). En 1978, le gouvernement central chinois a lancé le projet de la ceinture forestière des Trois Nord, en le présentant comme le plus grand projet de reboisement au monde, afin de freiner l'expansion du désert. Son objectif est très ambitieux : augmenter de près de 38 millions d'hectares la superficie totale du couvert forestier dans le nord de la Chine, ce qui revient à faire passer la proportion des surfaces boisées de 5 % à 14,95 % d'ici la fin de 2050 (7).

La durée prévue pour ce projet est de 73 ans, de 1978 à 2050, répartie en huit étapes. Au cours de la deuxième étape (après 1985), afin de motiver davantage de gens à participer, la notion de « forêts éco-économiques » (8) a commencé à être mise en avant. Cela a abouti à l'introduction de plantes présentant un intérêt économique important, telles que les arbres fruitiers et des aromates, ainsi qu'à des techniques de culture plus sophistiquées.

Dans le même temps, le gouvernement a engagé une réforme économique visant à développer l'économie du secteur privé, censée bénéficier aux personnes qui plantaient des arbres sur les terres qu'elles avaient louées auprès des autorités locales ou des collectifs villageois (9). Ces réformes soulignent l'importance croissante de l'économie de marché dans les projets de reboisement en Chine. Cette tendance s'est également manifestée dans la diminution de la proportion du travail non rémunéré effectué par le grand public, qui a contribué aux différentes phases du projet de ceinture forestière des Trois Nord.

Il existe depuis longtemps dans les zones rurales de Chine un système appelé « double travail » (*liang gong*). Il oblige les habitants des zones rurales physiquement aptes à assumer une certaine charge de travail obligatoire chaque année dans des projets tels que la plantation d'arbres, la prévention des inondations, la construction de routes, la restauration des installations scolaires et la construction d'installations d'irrigation (10). Avant son abolition complète en 2006, ce système a joué un grand rôle dans le projet des Trois Nord. Entre 1978 et 2000 (Phase 1 à Phase 4), le total des investissements pour le projet des Trois Nord s'est élevé à 71 582,72 millions de RMB (plus de 10 milliards USD). La valeur actualisée du travail non rémunéré fourni par les simples citoyens représentait 65,57 %, tandis que les investissements du gouvernement central, des collectivités locales et des autres secteurs publics ne représentaient que 13,84 %, 14,83 % et 5,75 % respectivement (11). Cependant, avec la poursuite des réformes économiques en Chine, le projet des Trois Nord a dû proposer des paiements pour être attractif sur le marché du travail. En conséquence, la proportion du travail non rémunéré a considérablement diminué dans l'investissement total, en prenant les valeurs de 96,14 %, 90,79 %, 75,61 % et 14,64 % au cours des quatre premières étapes (12). En ce sens, le projet des Trois Nord a de plus en plus été animé par les forces du marché et de moins en moins par le pouvoir politique.

Ant Forest (13) : un projet de reboisement basé sur le marché

En août 2016, Ant Financial – la plus grande société chinoise de technologie financière – a lancé un programme de jeux mobiles appelé Ant Forest. Ce programme permet aux consommateurs de participer à la plantation et à la préservation des arbres lorsqu'ils achètent en ligne. Il détaille l'empreinte carbone des achats des utilisateurs (sur la base des données générées par Alipay, la plus grande plateforme de paiement en ligne en Chine, qui est également un produit d'Ant Financial). Les « comportements verts » des utilisateurs sont récompensés par l'attribution de « points d'énergie verte ». Au fur et à mesure que leurs points s'accumulent jusqu'à certains niveaux, les utilisateurs du jeu peuvent choisir de planter un arbre dans le monde réel ou de revendiquer virtuellement un petit lopin de terre

dans l'une des zones de conservation cofinancées par Ant Financial. En fonction de la quantité de points d'énergie verte, les utilisateurs du jeu peuvent choisir entre plusieurs espèces d'arbres, dont le saxaoul (*haloxylon ammondendron*), l'abricotier, l'argousier, le thuya de Chine, le pin chinois, le pin sylvestre (*pinus sylvestris*), le caragana microphylla, le salix mongolica, le saule rose, le scoparium et le peuplier du désert (*populus diversifolia*).

Ant Forest dispose également de fonctions interactives qui permettent aux utilisateurs de co-planter des arbres, de voler des points à des amis (collecter des points auprès d'autres personnes) et d'arroser des arbres pour d'autres personnes (donner des points à d'autres personnes). Ces fonctionnalités sont très populaires chez les utilisateurs et contribuent à leur implication active dans le programme, conduisant à une adhésion croissante des utilisateurs. Selon le rapport Développement durable d'Alipay de 2019-2020, en mai 2020, le nombre des participants à Ant Forest atteignait 550 millions de personnes et plus de 2 millions d'arbres avaient été plantés dans le monde réel (14).

Au-delà de son énorme influence sociale, Ant Forest apporte également un avantage concurrentiel substantiel à Ant Financial et aux entités commerciales qui lui sont liées de deux manières. Premièrement, en tant qu'initiative « verte » plantant des millions d'arbres, Ant Forest a créé une image positive de ses entités commerciales connexes, telles que Ant Financial et le groupe chinois Alibaba, le plus grand distributeur et la plus grande entreprise de commerce en ligne du monde. De leur côté, les utilisateurs d'Ant Forest voient généralement dans Alibaba un grand groupe commercial de premier plan doté d'un grand sens de la responsabilité sociale et d'une grande conscience environnementale.

Deuxièmement, Ant Forest renforce la dépendance des utilisateurs vis-à-vis de Ant Financial en créant les règles du jeu. Ant Forest demande aux joueurs d'agir de manière spécifique pour gagner des « points d'énergie verte », par exemple en marchant, en louant des vélos partagés ou en effectuant des paiements avec l'application Alipay. Ces actions sont définies comme des « comportements verts » dans Ant Forest. Presque toutes les possibilités de gagner des « points d'énergie verte » dans le jeu, à l'exception de la marche, sont exclusivement liées à l'adoption de services ou de produits d'Ant Financial ou d'Alibaba. Par exemple, ce n'est qu'en achetant des billets de cinéma via la plateforme en ligne appartenant à Alibaba Taopiaopiao, à l'exclusion de toute autre plateforme similaire, que l'on peut gagner des points. De ce fait, les utilisateurs dépendent de plus en plus des services d'Ant Financial, en particulier d'Alipay.

Ant Forest est un programme basé sur l'idée d'un consumérisme « vert », et il vise à cultiver un mode de vie « vert » pour résoudre les problèmes environnementaux. Cependant, la logique capitaliste d'expansion, d'accumulation et de concurrence est pleinement incorporée dans les règles d'Ant Forest et aboutit ainsi à une contradiction flagrante entre ses objectifs environnementaux et son influence réelle sur les utilisateurs. Le programme fournit également des informations simplifiées sur des problèmes environnementaux complexes et crée l'idée que la consommation peut être compensée par la plantation d'arbres ou des activités de conservation. C'est pourquoi il empêche en fait ses utilisateurs de bien comprendre l'incidence de leurs comportements de consommation sur l'environnement (15).

L'évolution des projets de reboisement en Chine : de la campagne « Verdir la Mère Patrie » à Ant Forest

La Chine est depuis longtemps embarrassée face aux conséquences écologiques de la déforestation à grande échelle, comme la désertification rapide et les inondations fréquentes, qui semblent justifier l'importance des projets de reboisement. Cependant, différentes voix s'interrogent sur l'efficacité de ces projets, faisant valoir que ceux-ci entraînent à leur tour de nouveaux problèmes écologiques. (16) Par exemple, selon le professeur Cao de l'Université centrale des Minorités (Minzu University of China) (17), plus de 80 % des plantations d'arbres dans la région des Trois Nord sont accompagnées de plantations en monoculture, ce qui entraîne une vulnérabilité des arbres aux maladies végétales et aux insectes ravageurs et tout un ensemble d'autres impacts. Malgré les critiques, le reboisement est toujours l'un des principaux axes de la politique environnementale chinoise.

Cet article présente trois projets de reboisement bien connus en Chine à différentes périodes. Dans les années 1950, la campagne « Verdir la Mère Patrie » a été lancée pour lutter contre les inondations fréquentes et pour produire plus de bois. À la fin des années 1970, le projet de ceinture forestière des Trois Nord, mis en place en même temps que les réformes économiques nationales, a commencé à jeter les bases d'une économie de marché libre dans les projets de reboisement en Chine. Et plus récemment, l'application Ant Forest a trouvé un important écho auprès du public avec ses objectifs de consommation « verte », ce qui lui a permis de gagner un grand nombre d'utilisateurs tout en travaillant avec l'État à des projets de reboisement.

En 2020, selon le plan élaboré par le Département national des forêts, Ant Forest va soutenir financièrement la plantation de 720 millions d'arbres (18). De « Verdir la Mère Patrie » à Ant Forest, les projets massifs de reboisement mis en œuvre depuis 1949 esquissent une évolution qui met en évidence le rôle de plus en plus important du capital et des forces du marché en Chine rurale.

Zeng Zhen, syndi.zeng@outlook.com
 Université de Helsinki, Finlande

(1) La « Belle Chine » a été proposée pour la première fois comme principe directeur par l'ancien président Hu Jintao lors du 18^e Congrès national en 2012. Il souligne que la réalisation d'un bien-être écologique est l'une des tâches principales du gouvernement chinois, avec le développement de l'économie, de la politique, de la culture et de la société. Le président Xi Jinping a réaffirmé cette tâche lors du 19^e Congrès national en 2017 et depuis, il n'a cessé d'enrichir cette notion.

(2) Long, JJ, 2007, 中国现代环境保护运动的先声--20世纪50年代“绿化祖国植树造林”运动历史考察 « Le précurseur du mouvement moderne de protection de l'environnement en Chine : une étude sur la campagne « Verdir la Mère Patrie » dans les années 1950 ».

(3) Ibid Long 2017

(4) Ibid Long 2017, Sun T., 2018, 中国近现代政治社会变革与生态环境演化, « *Les changements dans les conditions sociopolitiques et l'environnement dans la Chine moderne et contemporaine* », Intellectual Property Publishing House, Pékin.

(5) Ibid Sun, 2018, Xu, B., 2014, 近400年来中国西部社会变迁与生态环境, « Le changement social et l'écologie en Chine occidentale au cours des quatre derniers siècles », China Social Science Press, Pékin

(6) Zhang, BX, 2013, 三北造林记, « *Le dossier du projet de reboisement des Trois Nord* », Xinhua Publishing House, Pékin

(7) Ibid Zhang 2013

(8) Ren, Y., & Gao, ZY, 1996, 关于生态经济型防护林体系基本理论框架的探索, « Découvrir le cadre théorique élémentaire du système de protection éco-économique de la forêt », *Journal of Beijing Forestry University*, Vol. 18, Supp. 2, pp. 1-7

(9) Ibid Zhang 2013

(10) Song, BC, 2000, 规范管理农村'两工', « Gestion normale du système rural de « double travail », *Agriculture Knowledge*, 2000-10, pp. 49

(11) Ibid Zhang 2013

(11) Ibid Zhang 2013

(13) Selon Ant Financial, Ant Forest est conçu comme un archétype de système de compte carbone personnel

(14) Alipay, 2020, *ALIPAY SUSTAINABILITY REPORT 2019-2020: Towards A Better Society For the Future*, Ant Group, [en ligne] <https://gw.alipayobjects.com/os/bmw-prod/e39c99c2-0193-40fc-8265-cf4f72a8367e.pdf>, (consulté le 24 juin 2020)

(15) Zeng, 2018, *Saving the World by Being Green with Fintech: the contradictions between environmentalism and reality in the case of Ant Forest*, Université de Lund, Lund, consultable sur < <https://lup.lub.lu.se/student-papers/search/publication/8960186>>, (consulté le 6 juin 2019).

(16) Zastrow, M., 2019, « China's tree-planting drive could falter in a warming world », *Nature* (Londres), vol. 573, n 7775, pp. 474-475 ; Cao, S.X., 2008, « Why Large-Scale Afforestation Efforts in China Have Failed To Solve the Desertification Problem », *Environment Science & Technology*, 42:6, 1826-1831

(17) Ibid. Cao, 2008

(18) forestry.gov.cn, 2020, *中国绿化基金会扎实开展“蚂蚁森里”项目春季造林工作* « Une fondation verte chinoise fait la promotion du projet de reboisement d'Ant Forest. Département national des forêts, consultable sur <<http://www.forestry.gov.cn/main/1100/20200428/101111370757153.html>>, (consulté le 8 août 2020)

Afrique du Sud : la mort dans le sillage des monocultures d'eucalyptus



Ngodwana de Sappi dans la province de Mpumalanga, Afrique du Sud. Ph: PapNews

La multinationale South African Pulp and Paper Industries (Sappi) a commencé ses activités en Afrique du Sud en 1936. Maintenant, elle opère dans le monde entier. Sappi Southern Africa exploite cinq usines et a accès à 529 000 hectares de plantations.

En 2014, une nouvelle usine de production de cellulose a été mise en place pour agrandir l'usine de pâte de bois de Sappi à Ngodwana, située sur les rives de la rivière Elands, à environ 50 km à l'ouest de Mbombela, la capitale de la province de Mpumalanga, en Afrique du Sud.

L'usine de pâte a été créée en 1965 et, au cours des dernières décennies, elle a subi diverses améliorations visant principalement à augmenter la capacité de production de pâte et de papier journal.

En raison de la baisse mondiale de la demande de papier d'impression et d'écriture, la société a décidé de diversifier sa capacité de production de cellulose en développant le « Projet GoCell » à l'usine de pâte de Ngodwana, dans le but de produire ce que l'on appelle de la « cellulose spécialisée ». Comme l'explique Sappi dans un communiqué de presse, « la cellulose spécialisée est une fibre naturelle et renouvelable recherchée, avec un large

éventail d'utilisations dans les secteurs du textile, des produits de consommation, des produits alimentaires et des produits pharmaceutiques ». (1) Le projet a été présenté au public pour la première fois en 2012.

Traditionnellement, la production de papier et de pâte nécessite principalement des fibres provenant de pins. C'est pourquoi la majorité des soi-disant « forêts » de Sappi dans la région sont constituées de plantations de pins. Cependant, la production de cellulose nécessite des fibres d'eucalyptus, et c'est pourquoi Sappi envisage de convertir plusieurs de ses plantations de pins en plantations d'eucalyptus.

De plus, Sappi détient une participation de 30 % dans une centrale d'énergie biomasse de 25 MW à Ngodwana Mill, qui relève du programme de production indépendante d'énergie renouvelable du gouvernement sud-africain (South African government's Renewable Energy Independent Power Producer Programme - REIPPP). Dans le cadre de ce programme, le Département de l'énergie d'Afrique du Sud va acquérir 27 nouveaux projets, ouvrant ainsi la voie à d'importants investissements futurs dans le secteur des énergies renouvelables. Cette centrale d'énergie biomasse devrait alimenter le réseau national dès 2020. Le projet utilisera la biomasse des plantations environnantes. (2)

Plus de plantations, moins d'eau

L'Afrique du Sud est une région en pénurie d'eau. Les zones où les plantations ont pour la plupart été plantées se situent dans les zones de précipitations les plus élevées, notamment dans la région de l'« escarpement » ou de la « ceinture de brouillard », où le haut plateau du Veld descend jusqu'au Lowveld – où les précipitations moyennes sont normalement supérieures à 700 mm par an.

Ces dernières années, cependant, la moyenne des précipitations dans la région a considérablement baissé. Certaines zones de la région de l'escarpement ont reçu moins de 550 mm de pluie. Les modèles de changement climatique prévoient une nouvelle diminution de 60 % du débit des cours d'eau pour cette partie orientale de l'Afrique australe dans un proche avenir. Il est impératif que tout nouveau développement ou aménagement prenne en compte la forte probabilité d'une plus grande rareté de l'eau et planifie en conséquence.

La forte consommation d'eau des plantations de bois industriel est une question controversée depuis de nombreuses années en Afrique du Sud. Déjà en 1915, les petits agriculteurs se plaignaient de l'impact de plantations telles que les pinèdes, et en particulier des plantations d'eucalyptus, sur les ressources en eau et les bassins versants. Au fur et à mesure que les plantations de bois industriel sont établies dans la partie supérieure des bassins versants, elles bénéficient du premier accès aux précipitations. Dans certains cas, cela conduit à une quantité d'eau très faible, voire inexistante, plus en aval dans le système fluvial. Le faible débit de l'eau dans les rivières a souvent un impact sur les communautés les plus vulnérables, qui dépendent de l'agriculture paysanne et des ressources naturelles disponibles.

Les plantations de bois industriel se composent principalement de types d'arbres exotiques, comme le pin et l'eucalyptus. Ces arbres sont « à feuilles persistantes » et consomment de l'eau chaque fois qu'elle est disponible. La plupart des arbres indigènes sont à feuilles caduques et perdent leurs feuilles pendant les mois secs de l'hiver, ce qui laisse plus d'eau disponible pour les autres éléments de l'écosystème. Pour cette raison, les eucalyptus sont

appelés des arbres « égoïstes », car ils utiliseront constamment de l'eau même lorsqu'il y a peu d'eau disponible pour alimenter l'environnement dans sa globalité.

En 1935, la Conférence de l'Empire britannique sur les forêts a eu lieu en Afrique du Sud. En raison des nombreuses récriminations formulées par les petits agriculteurs au sujet de l'utilisation croissante de l'eau par le secteur des plantations, une série d'expériences par « bassins appariés » a été lancée pour vérifier la consommation d'eau des plantations de bois industriel. Ces expériences ont été menées dans de nombreuses régions d'Afrique du Sud et ont prouvé que la consommation d'eau des plantations de bois est très importante. Elles ont également démontré que les eucalyptus utilisent 30 à 50 % plus d'eau que les pins. Les données obtenues ont été utilisées pour rédiger la réglementation régissant la création de plantations de bois industriel en Afrique du Sud ainsi que les directives sur l'octroi des autorisations.

Les plantations de bois industriel sont la seule culture de terre aride en Afrique du Sud qui est classée comme « activité réduisant le débit des cours d'eau ». Par conséquent, une « autorisation d'utilisation de l'eau » est nécessaire pour établir des plantations de bois industriel. L'autorisation est accordée ou refusée en fonction de la disponibilité de l'eau dans chaque bassin versant. La province de Mpumalanga a été déclarée « sursollicitée » en termes d'allocations d'utilisation d'eau par les plantations de bois industriel, et au cours des dernières années, aucune nouvelle demande d'autorisation pour ces plantations n'a été examinée ou approuvée.

Les producteurs de bois peuvent passer d'un genre à un autre, par exemple du pin à l'eucalyptus, mais seulement si une révision des conditions d'autorisation a été demandée et approuvée. Du fait de la quantité d'eau plus importante utilisée par les plantations d'eucalyptus, celles-ci ne peuvent être plantées que dans des zones plus petites pour permettre une certaine rétention de l'eau dans les zones restantes.

Des plantations industrielles de pin aux plantations industrielles d'eucalyptus

Tout au long de 2020, les habitants ont exprimé des inquiétudes concernant la transformation des plantations de pins en plantations d'eucalyptus. Apparemment, diverses zones de plantations de pins appartenant à Sappi ont déjà été converties en eucalyptus sans autorisation. Certaines autres sociétés de plantation locales, comme SAFCOL, qui appartient à l'État, prévoient également de convertir leurs monocultures en plantations d'eucalyptus.

Les résidents locaux sont principalement préoccupés par l'utilisation croissante de l'eau par les eucalyptus, car cet arbre a également des périodes de transplantation et de rotation plus rapides. Ce modèle extractif à fort impact de la production de biomasse imposera une charge encore plus importante à un environnement déjà perturbé.

On sait que plusieurs plantations de bois industriel ont déjà été converties dans la zone entourant l'usine de Ngodwana. Les sociétés de bois industriel, notamment Sappi, n'ont pas demandé de révision de leurs autorisations d'utilisation de l'eau et n'ont pas non plus réduit les superficies plantées pour compenser l'augmentation de la consommation d'eau. En réponse aux préoccupations soulevées par divers habitants, un représentant de « Forestry South Africa » – l'association professionnelle représentant Sappi et d'autres sociétés de plantations – a fait une présentation à l'IUCMA (Agence du bassin hydrographique de Inkomati Usuthu), dans laquelle il a affirmé qu'aucune révision de l'autorisation d'utilisation

de l'eau n'est nécessaire. La raison invoquée était que la différence entre les eucalyptus et les pins au niveau de l'utilisation de l'eau était censée être « statistiquement insignifiante ». Cette affirmation était trompeuse, car l'étude citée se concentrait principalement sur l'évapotranspiration. Des questions essentielles, telles que l'impact sur les eaux souterraines, n'ont pas été discutées et les précieuses données obtenues à partir de plus de 75 ans d'expérience sur des bassins versants appariés ont été rejetées.

En revanche, les autorités gouvernementales insistent sur le fait qu'une révision du permis d'utilisation de l'eau doit être demandée, et s'il y a un remplacement de pins par des eucalyptus (plus gros consommateurs d'eau), une plus petite superficie doit être plantée en compensation.

Les autorités gouvernementales continuent d'étudier la situation. Une plainte officielle a été enregistrée auprès du système de certification FSC qui continue de donner son label à Sappi malgré ces irrégularités. Selon le principe 1 du FSC, les plantations de bois industriel doivent être juridiquement conformes. Comme il semble que la conversion en plantations d'eucalyptus ait eu lieu sans autorisation, la certification FSC de Sappi doit cesser.

Les rivières connaissent une grave pénurie d'eau. Il y a moins de précipitations. Une grande partie de l'environnement de la région s'est transformée en plantations industrielles en monoculture qui absorbent constamment toutes les ressources en eau disponibles. La capacité de rétention de l'eau et du sol des prairies riches en biodiversité a été réduite, et on observe une augmentation spectaculaire de la sédimentation de nombreuses rivières locales, ce qui a un impact dramatique sur la faune et la flore aquatiques. Il va sans dire que cela a des impacts graves et préjudiciables sur ceux qui sont confrontés à l'expansion de ces plantations depuis des décennies.

La conversion de monocultures en plantations d'eucalyptus à grande échelle et sans l'autorisation appropriée est irresponsable – c'est le moins qu'on puisse dire – et peut conduire à un appauvrissement supplémentaire du potentiel de la région. L'eau est la ressource la plus précieuse, sans laquelle aucune subsistance n'est possible. L'industrie du bois doit se rendre compte que les profits et la croissance ont leurs limites, et celles-ci ont longtemps été dépassées dans cet environnement fragile du sud de l'Afrique.

Philip Owen
GeaSphere Africa

Pour plus d'informations, lire un article de NewFrame :

<https://www.newframe.com/big-timber-accused-of-unauthorised-tree-switch/>
www.facebook.com/geasphere

(1) Sappi, Sappi Ngodwana Mill's Specialised Cellulose expansion bodes well for future growth, 2014, <https://www.sappi.com/es/node/735>

(2) Sappi, [projet d'énergie dérivée de la biomasse à l'usine de Ngodwana, Afrique du Sud](#)

Colombie : la productrice d'huile de palme Poligrow prévoit d'accaparer plus de terres selon son schéma de « petits producteurs »



Manifestation des indigènes Jiw et Sikuani contre les restrictions imposées par Poligrow.
Ph: Justice et paix.

La monoculture du palmier à huile, conjointement avec l'industrie pétrolière et d'autres activités d'extraction, poursuit sa progression dans le territoire autochtone et paysan d'Altillanura, une sous-région de l'Orinoquia colombienne, un territoire historiquement marqué par la violence et le déplacement forcé de la population. Sur leur passage, ces exploitations à grande échelle laissent une gamme d'effets sur les communautés : dépossession de terres, contamination, carences en eau, restrictions à la circulation et à l'utilisation traditionnelle des forêts et des savanes.

Même si les communautés locales ont maintes fois dénoncé ces injustices, le gouvernement de Colombie continue d'encourager l'industrie du palmier à huile avec la complicité d'entreprises privées, de la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) et d'agences de coopération internationale.

Par exemple, en août 2020, on a annoncé un projet de promotion de prétendues alliances stratégiques entre la multinationale italo-espagnole Poligrow et des paysans ou « petits producteurs » dans la municipalité de Mapiripán, département de Meta (1). Cette entreprise qui a commencé ses activités en Colombie en 2008 accumule de graves dénonciations d'accaparement de terres (2), d'implication de groupes paramilitaires, de dépossession forcées et de contamination (3).

Des paysans de Mapiripán avec lesquels le WRM a communiqué ont déclaré qu'ils ont manifesté leur refus de travailler avec Poligrow. Ils ont préféré ne pas révéler leur identité par crainte de représailles.

De leur côté, les communautés autochtones Jiw et Sikuani manquent de biens de première nécessité et se trouvent dans une situation de grande vulnérabilité après le conflit armé les a évacuées du département voisin de Guaviare. De plus, la culture du palmier et la transformation de l'huile contaminent leur eau et l'entreprise leur interdit de circuler et d'utiliser leur territoire. (4)

La culture industrielle du palmier à Mapiripán a commencé avec l'arrivée de Poligrow, il y a plus de dix ans. À ce jour, la société occupe 7 000 hectares de monocultures et prévoit d'augmenter sa superficie à 15 000 ha. En 2014, elle a construit une usine d'extraction d'huile d'une capacité de transformer quinze tonnes de fruits frais l'heure et elle prévoit augmenter cette capacité à mesure qu'augmenteront les superficies cultivées.

Dénoncée par des organismes de la société civile, et même de l'État, pour avoir accaparé plus de terres que le permet la loi, (5) Poligrow tente depuis au moins sept ans d'augmenter ses superficies plantées au moyen de contrats avec des paysans et des « petits producteurs » pour qu'ils cultivent le palmier à huile sur leurs terres. (6)

Dans ce contexte, le 14 août 2020, le projet « Mapiripán, territoire de paix et de développement durable » a été lancé. Il s'agit d'un projet du gouvernement de la Colombie et de la FAO financé par l'Agence italienne de coopération pour le développement à raison de 2,4 millions d'euros (environ 2,8 millions de dollars). Ce projet vise notamment à : « améliorer la qualité de vie et la sécurité alimentaire des résidents de Mapiripán. » (7)

Cependant, il est difficile d'imaginer en quoi il pourrait améliorer la vie de la population alors que la monoculture de palmier de Poligrow constitue la seule activité qui apparaît dans la vidéo de présentation (8). Dans Mapiripán tout comme dans d'autres municipalités de la région, il existe de nombreuses preuves des effets néfastes des plantations industrielles de palmier sur la vie des communautés locales.

Bien qu'à ce jour, on ne connaisse pas les détails de l'initiative, le représentant de Poligrow, Carlo Vigna, a avancé : « Nous garantirons pour toute la vie utile du projet, soit 30 ans, l'achat de la production et l'appui technique à tous les petits producteurs qui se joindront au projet de palmier à huile. » (9)

Ce type de contrat avec des « petits producteurs » n'est pas nouveau dans l'industrie du palmier à huile et les résultats pour les paysans, tant en Amérique latine ⁽¹⁰⁾ qu'en Afrique et en Asie, ont été assez défavorables et même ruineux dans certains cas.

Cela est dû à de nombreux facteurs, notamment au fait que la paysannerie perd sa souveraineté alimentaire lorsque disparaît sa capacité à produire des cultures vivrières d'autoconsommation, lorsqu'elle s'endette envers les entreprises pour l'approvisionnement d'intrants et qu'elle ne peut plus décider à qui elle vend sa production. En fin de compte, elle perd son autonomie et peut même perdre sa terre parce que bien souvent ce sont les familles paysannes qui subissent les conséquences lorsque la production échoue, lorsqu'il y a un incendie ou une maladie ou qu'elles ne peuvent payer les dettes contractées avec l'entreprise.

De plus, cette stratégie d'expansion des entreprises palmicoles touche tout particulièrement les femmes qui doivent augmenter leur charge de travail lorsqu'elles perdent leurs cultures de subsistance, composent avec la contamination des sols et de l'eau et soignent leurs familles et leur communauté.

Le palmier dans la région de l'Altillanura colombienne

La Colombie est le quatrième producteur mondial d'huile de palme et le premier en Amérique latine. Tous les gouvernements qui se sont succédé au cours des 50 dernières années ont activement promu cette monoculture à l'aide de la violence et de la dépossession. L'huile est destinée au marché interne et à l'exportation, pour l'industrie alimentaire, les cosmétiques et, plus récemment, la production d'agrocultures.

La culture et la transformation sont effectuées dans différentes zones du pays : dans au moins six départements du centre et du nord ; dans des sections des départements de Cauca et de Nariño dans le sud-ouest ; et à l'est, dans la région de l'Orinoquia, dans les départements d'Arauca, de Casanare, de Cundinamarca et dans la sous-région de l'Altillanura qui chevauche les départements de Meta et de Vichada.

Depuis 2002, le gouvernement colombien promeut la conversion de l'Altillanura en un « grand grenier agricole », une région productrice de matières premières ou de *produits* de base destinés à l'exportation.

« Des entrepreneurs nationaux et étrangers ont adopté cette vision du développement et cherché à comparer l'Altillanura au Cerrado [savane] brésilien qui fonctionne comme une enclave agricole où priment les cultures à grande échelle, hautement mécanisées, verticalement intégrées », souligne un rapport produit par une dizaine d'organisations sociales, juridiques et de droits de l'homme qui dénonce les graves effets du « plan de développement » de l'Orinoquia. (11) Ces organisations ajoutent : « Cette stratégie ignore les habitants de la région, étant donné que les projets extractifs et de production de matières premières sont centrés sur la satisfaction de la demande internationale et ne visent tout simplement pas à satisfaire les besoins des habitants de la zone. ». Selon ce même rapport, les besoins de base de presque 45 pour cent de la population ne sont pas couverts et dans le département de Vichada, ce taux atteint presque 67 pour cent.

Cette nouvelle avancée s'ajoute à la violence extrême que la population de ce territoire a historiquement subie. En 1997, Mapiripán a été la scène d'un des pires massacres en Colombie où des forces paramilitaires ont assassiné 49 personnes. Le mépris de la mémoire et l'absence d'intentions réelles de réparer ces communautés de la part du pouvoir politique et économique étaient manifestes lors de la présentation du projet du gouvernement, de la FAO et de Poligrow. « Tous les Colombiens, nous avons une corde particulièrement sensible pour Mapiripán. Nous nous rappelons les souffrances que cette communauté a vécues dans le passé. Nous voulons les laisser derrière ; nous voulons une nouvelle génération ; nous voulons que les enfants qui naissent aujourd'hui pensent que cela n'est qu'une fable de terreur qui ne s'est jamais produite, » a déclaré Emilio Archila, conseiller présidentiel en stabilisation et consolidation.

Dépossession de terres

Au cours des dernières décennies de conflit armé en Colombie, la violence, les massacres et les déplacements forcés qui sont survenus étaient liés aux progrès des projets d'extraction, notamment ceux de la culture industrielle du palmier à huile.

Durant le conflit, des milliers de dirigeants politiques ont été assassinés et d'innombrables massacres ont été commis. Les organisations colombiennes signalent que les paramilitaires

ont commis ces massacres avec la complicité des forces armées. C'est ce qui a causé les déplacements forcés, la dépossession et l'évacuation territoriale, car la stratégie paramilitaire visait notamment à assurer le contrôle territorial pour ouvrir la voie aux projets des entreprises. (12)

La responsabilité des entreprises comme Poligrow est indéniable dans ces processus. « Les entreprises suivent un modèle de comportement illégal. Elles s'emparent des terres après que les populations locales les ont abandonnées à la suite de menaces, d'assassinats, de massacres et de violations répétées des droits humains. Dans diverses régions de la Colombie, on prétend que les acteurs du conflit armé ont causé ces situations. Mais le pouvoir judiciaire a confirmé que des sociétés privées comme Cementos Argos S.A., Sociedad Agropecuaria Carmen de Bolívar, San Simón S.A., Poligrow et un groupe d'entreprises minières, entre autres, ont profité des déplacements et de la dépossession de communautés paysannes (...) pour s'emparer directement de leurs terres ou refusent d'enquêter avec la diligence raisonnable sur la situation des régions où elles sont actives, » souligne le collectif d'avocats « José Alvear Restrepo » dans un rapport présenté à la Commission de la vérité en Colombie en mai 2020 (13).

Dans le cas particulier du palmier à huile, une étude récente (14) publiée dans la revue *Journal of Rural Studies* explique : « La dépossession à grande échelle s'est effectivement produite durant la guerre civile en Colombie alors que des millions de paysans ont été évacués de leurs terres ou forcés de les vendre sous leur valeur réelle. Les bénéficiaires d'une réforme agraire antérieure devaient être protégés contre l'accaparement de terres. Ainsi, les fermes de palmier à huile qui cherchaient à s'agrandir pouvaient prendre le contrôle des terres non pas directement, mais à travers ce qu'elle produit en créant des "alliances" ou des "alliés d'approvisionnement" avec des groupes de petits propriétaires terriens et en transformant leurs récoltes dans des usines d'huile de palme. Des questions demeurent sans réponse cependant en ce qui concerne la légitimité des membres de l'alliance actuelle à titre de bénéficiaires de la réforme agraire et le degré de protection dont jouissent les agriculteurs légitimes. Dans les sections les plus éloignées des savanes orientales (Altillanura), dépourvues d'alliances, la coercition s'est avérée suffisante pour que les puissants "s'emparent" des terres et y plantent dans certains cas des palmiers à huile, comme c'est le cas de la Plantation Poligrow. »

En même temps, il faut souligner que dans bien des cas, aucun accaparement de terres n'aurait eu lieu sans la participation et la collaboration de fonctionnaires qui acceptent d'effectuer divers types d'opérations pour « légaliser » la dépossession.

Dans ce contexte, les milliers de personnes déplacées qui tentent de retourner sur leurs territoires sont vulnérables et s'exposent au danger. Par exemple, des organisations locales indiquent que depuis 2011, seulement dans le département du Meta, au moins cinq mille victimes du conflit ont présenté des demandes de restitution de leurs terres. Et que dans la municipalité de Mapiripán, la majorité n'a pas pu retourner. « La force publique nous informe que les conditions de sécurité ne sont pas réunies pour notre retour, mais en même temps, il est possible de restituer les terres, » expliquent-elles. « Cette équation constitue une stratégie de légalisation et de sécurité juridique de la propriété foncière en faveur des investisseurs privés. » (15)

Selon l'organisation colombienne Justicia y Paz, « les groupes paramilitaires sont encore actifs dans la municipalité [de Mapiripán]. C'est ce qui explique le silence, la peur et

l'injustice latents chez les habitants. Le contrôle paramilitaire et l'absence de l'État ont permis à Poligrow de développer son projet de palmier à huile dans la région. Il s'empare de terres abandonnées et dans certains cas de territoires obtenus sous les menaces. »

Des communautés touchées

L'Altillanura colombienne est une région de terres planes (aussi connue comme les plaines orientales), avec des savanes, des forêts-galeries et des marais (morichales). Ces marais sont peuplés de palmiers moriche d'où jaillissent des petits cours d'eau qui se versent dans les rivières. Ils constituent la principale source d'eau des communautés.

Le palmier à huile constitue la deuxième culture au pays au chapitre de la consommatrice d'eau. De plus, on l'asperge de produits agrottoxiques qui se retrouvent dans le sol et les cours d'eau avec les autres résidus de cette culture et les contamine. (16)

Les autochtones Jiw souffrent de problèmes de santé causés par leur consommation d'eau contaminée par « le tuyau » Yamu (canal d'eau) qui évacue les eaux usées d'une des fermes de l'entreprise. C'est en ces termes que la Commission interecclésiastique de Justicia y Paz, qui accompagne leurs revendications, a présenté l'enjeu. (17) De plus, les Autochtones dénoncent que Poligrow leur restreint la circulation dans leur territoire et leur interdit de chasser, de pêcher, de récolter et d'utiliser le bois.

Ces situations ne datent pas d'hier. En juin 2016, l'autorité environnementale colombienne, la Comarcarena (Corporation de développement durable de la région de gestion particulière de la Macarena), a ordonné à Poligrow de suspendre ses activités en raison d'infractions environnementales et a entamé un processus d'imposition de sanctions. Elle lui a explicitement ordonné de cesser de déverser ses eaux usées industrielles dans les forêts et les marais locaux, de bloquer le flux naturel des eaux à l'aide d'une digue en béton construite sans permis, de rejeter les rachis (résidus) de la culture de palmier directement au sol, d'utiliser l'eau provenant du tuyau Caño Macondo pour son utilisation industrielle et de déverser les lixiviats issus de l'aire de compostage de l'entreprise. (18)

Aujourd'hui, il est inacceptable que le gouvernement colombien et la FAO promeuvent l'expansion des monocultures de palmier, notamment celles de Poligrow, étant donné le lourd bilan historique de l'entreprise en matière de contamination et de violation des droits. Il est encore plus préoccupant que cette promotion se fasse au nom de la paix et d'un supposé progrès pour les communautés. Et selon des schémas présentés comme des « alliances » avec les paysans et les « petits producteurs, » qui en fin de compte ne favorisent que les entreprises, comme le démontre clairement l'expérience passée.

Il est tout aussi inadmissible que Poligrow présente dans son site Web les certifications ISO 9001 et Rainforest Alliance et qu'elle soit acceptée comme membre de la Table ronde sur le palmier à huile durable (RSPO, selon son sigle en anglais), dont elle espère obtenir la certification en 2020. (19)

Poligrow se présente comme la première entreprise en Colombie qui détient le certificat de conformité en agriculture durable du Rainforest Alliance (RA/RAS). Pourtant, les communautés encore présentes dans le territoire dénoncent l'intensification des menaces au cours des dernières années ainsi que la détérioration et la contamination de leur territoire, notamment des sources d'eau.

Encore une fois, on met à nu la manière dont la RSPO et d'autres organismes de certification, les gouvernements nationaux et les organisations comme la FAO ignorent systématiquement les revendications et les besoins réels des communautés locales, y compris dans des contextes de violence extrême, de criminalisation et de vulnérabilité. Le tout en faveur de l'expansion de l'industrie palmicole qui accapare les terres, viole les droits et les vies et porte sérieusement atteinte à la souveraineté alimentaire des peuples.

Secrétariat international du WRM

- (1) [FAO Colombia: Agencia Italiana de Cooperación dona 8.846 millones para reactivar la economía y fortalecer tejido social en el municipio PDET de Mapiripán, Meta.](#)
- (2) Voir : [Nueve malas prácticas empresariales que profundizaron la guerra](#), El Espectador, mai 2020 et [El rol de las empresas en el conflicto armado y la violencia sociopolítica](#), Collectif d'avocats "José Alvear Restrepo", 2020; [La maraña de tierras y empresas de Poligrow](#) et [El negocio « baldío » de Poligrow](#), La Silla Vacía 2013 et 2015 ; [Despojar y Desplazar, estrategia para el desarrollo de la Orinoquía](#), Mesa Copartes Misereor - Llanos Orientales 2017, p. 41. Et la [Réponse de Poligrow](#), 2018.
- (3) [Continúa grave afectación ambiental por parte de la empresa palmera Poligrow](#). Justicia y Paz, février 2018.
- (4) [Deterioro de salud en la comunidad Jiw de Mapiripán por desabastecimiento de agua potable](#), Justicia y Paz, 2020. [Indígenas Sikuni se oponen a ocupamiento de predios por empresa Poligrow](#), Contagio Radio, 2018
- (5) Ibidem 2.
- (6) Proyecto agronómico de Poligrow. Extrait de www.poligrow.com le 14 août 2020
- (7) Agencia Italiana de Cooperación para el Desarrollo. « [Estrategia de desarrollo territorial sostenible para la reactivación económica y la integración social en el municipio de Mapiripán](#) »
- (8) [Vidéo de la présentation du 14 août 2020 dans la page Facebook de Renovación Territorial Colombia.](#)
- (9) [Ibidem 8.](#)
- (10) Glass, Verena. « [Expansão do dendê na Amazônia brasileira: elementos para uma análise dos impactos sobre a agricultura familiar no nordeste do Pará.](#) » Reporter Brésil*, 2013.
- (11) [Despojar y Desplazar, estrategia para el desarrollo de la Orinoquía](#), Mesa Copartes Misereor - Llanos Orientales, 2017.
- (12) Ibidem 11.
- (13) [El rol de las empresas en el conflicto armado y la violencia sociopolítica](#), Collectif d'avocats « José Alvear Restrepo, » 2020
- (14) Potter, Lesley. [Colombia's oil palm development in times of war and 'peace': Myths, enablers and the disparate realities of land control.](#) *Journal of Rural Studies*. Volume 78, août 2020, pages 491 à 502.
- (15) Ibidem 11.
- (16) [Colombia: escasez de agua por palma y petróleo en Puerto Gaitán](#), Mongabay, octobre 2019.
- (17) [Deterioro de salud en la comunidad Jiw de Mapiripán por desabastecimiento de agua potable](#), Justicia y Paz, 2020
- (18) Environmental Investigation Agency. [Poligrow Colombia Ltda., Ordered to Suspend Operations due to Presumed Environmental Infractions.](#) 2016.
- (19) [Poligrow dans le site Web de la RSPO ; <https://www.rspo.org/members/308/Poligrow-Colombia-Ltda>](#)

Un autre regard sur la « pratique de la conservation » : le Kawsak Sacha du peuple Kichwa de Sarayaku en Équateur



Ph: Comunidad Sarayaku

Kawsak Sacha : forêt tropicale vivante et forêt des êtres.

Nous, les peuples et les nationalités amazoniennes, nous pratiquons un système de vie structuré en cohabitation avec la nature dans une véritable incarnation dans nos corps et nos esprits qui procure les comportements vitaux de chacun d'entre nous et des êtres vivants qui nous entourent.

Pour les peuples autochtones qui habitent l'Amazonie, la forêt, c'est la vie. Chaque espace possède ses maîtres et ses propriétaires. Dans chacun de ceux-ci, il y a des Llakta (peuples) avec des villages appelées Runa, qui sont aussi les maisons et les refuges des animaux sacrés.

Tous les éléments qui forment le Kawsak Sacha sont interreliés. (1)

La plupart des gouvernements, des ONG et des sociétés privées favorisent l'augmentation des aires protégées et conservées partout sur la planète. Mais ce modèle de « conservation sans humains » ou de « conservation forteresse » renforce l'imposition d'une vision colonialiste et raciste de la conservation au plan mondial. Ce mouvement de création d'un plus grand nombre d'aires protégées ou conservées ne se demande pas qui contrôle la terre ni qui vivent dans ces aires ou y pratiquent des activités de subsistance.

D'autre part, la création d'autres aires conservées est liée au marché des « compensations » pour des émissions de carbone, la perte de biodiversité ou d'autres soi-disant « services » environnementaux ou écosystémiques. En d'autres mots, de nouvelles aires « protégées » sont établies pour compenser la pollution et la destruction toujours plus massive en cours ailleurs. Cette approche approfondit une politique qui permet aux entreprises et aux gouvernements de poursuivre la destruction des forêts, la construction d'infrastructures gigantesques, l'extraction de toujours plus de matières premières, etc. à condition d'établir une quantité « équivalente » de nature « protégée » ou « recréée. »

La dynamique d'augmentation des aires protégées est ainsi liée, directement ou indirectement, aux expulsions forcées, au harcèlement, à la violence, aux violations des droits de l'homme, à la déforestation, à la militarisation des territoires, etc.

Ainsi, ce modèle de conservation dominant ne tient pas compte des peuples autochtones ni des autres communautés de la forêt en tant qu'agents clés de la préservation et de la protection des forêts. Au contraire, la grande majorité des aires protégées et conservées interdisent aux peuples autochtones d'utiliser leurs forêts comme ils les ont utilisées depuis des générations et interdisent même toute présence humaine.

Nous présentons ci-dessous une entrevue avec Marlon Santi, du peuple Kichwa de Sarayaku, un peuple qui a historiquement résisté à la venue des entreprises pétrolières, minières et forestières. Il y explique ce que signifie la conservation pour les peuples amazoniens d'Équateur.

WRM : Comment le peuple Kichwa de Sarayaku conserve-t-il la forêt tropicale et son territoire ? Autrement dit, que signifie pour vous la « pratique de la conservation » ?

Marlon :

Pour nous, la « conservation » c'est de considérer la forêt comme un être vivant, ou une forêt vivante. Ce n'est qu'ainsi que nous comprenons la « conservation » que nous devons pratiquer.

C'est un concept philosophique à nous, car nous considérons que les rivières, les lagunes, les arbres, l'air et les montagnes sont tous vivants. L'autre monde, le monde occidental, ne comprend pas ce précepte philosophique. Mais s'il le pratiquait, cela changerait énormément le sens de la vie et le sens de la mère Nature et des êtres humains, car nous faisons partie d'elle. Lorsque cela n'est pas compris, la transformation de nombreux espaces de vie en parcs nationaux revient à du camouflage puisque l'État équatorien peut violer ces aires protégées lorsqu'il veut exploiter n'importe quelle « ressource naturelle » qui s'y trouve. On observe alors qu'ils ne comprennent pas eux non plus le sens de la vie, de la forêt vivante.

Il a été démontré à de nombreuses reprises que partout au monde, les forêts les mieux préservées se trouvent dans les territoires des peuples autochtones, y compris comparativement aux forêts qui se trouvent dans des aires protégées.

WRM : Quels sont les effets des aires protégées ?

Marlon :

La création d'aires protégées nous prive de notre relation avec cet autre être vivant qu'est la forêt. Pendant des décennies, cette interdiction a bafoué le droit aux rituels de cohabitation avec la nature. Un contrôle gouvernemental est établi, mais il ne garantit pas notre survie.

Ainsi, la dynamique sociale de notre cohabitation quotidienne est perturbée. Les lieux sacrés se trouvent dans les aires protégées et nous n'y sommes pas retournés.

Il faut que les territoires des peuples autochtones deviennent les nouveaux espaces de « conservation » et que nous soyons ceux qui les protègent. Les États doivent respecter nos façons de penser et de préserver. Dans le cas de mon peuple Kichwa de Sarayaku, nous voulons la reconnaissance de l'approche du KAWSAK SACHA, qui signifie forêt vivante.

WRM : Selon vous, qu'est-ce qui est fondamental pour que les forêts soient préservées ? Et quel est le rôle des peuples autochtones ?

Marlon :

Nous avons une relation étroite avec la Terre mère dans laquelle prévaut le respect et non la cupidité ; c'est ce que nous appelons « harmonie. »

Pour bien vivre et préserver les forêts, il est fondamental que l'on cesse d'utiliser le terme développement et de venir détruire de manière irrémédiable. Comment pourra-t-on restituer l'eau ou le lac si l'on déverse le pétrole ou répand des produits chimiques ? Parce que cela change notre monde et lorsque je dis ce monde, je parle de cet espace vivant.

Cela s'est déroulé pendant des siècles, depuis la révolution industrielle jusqu'à aujourd'hui. La pollution causée par l'exploitation met nos vies en grand danger. Lorsqu'il y a de la pollution, le cercle du processus complet de vie est bouleversé. Elle contamine l'eau, le son, le ciel, les arbres, l'air, etc.

Les peuples autochtones, nous avons empêché que cela se passe. Mais maintenant, beaucoup de territoires des peuples autochtones sont cernés d'aires protégées ou de zones de « conservation » et, en général, il est interdit d'entrer dans ces zones qui séparent les communautés de leurs terres agricoles et/ou de leurs moyens de subsistance, et de leurs territoires ancestraux. De plus, en général, les « éco-gardiens » bloquent violemment l'entrée et le transit des personnes dans ces aires. Ainsi, il devient plus difficile de protéger la forêt et d'éviter sa destruction.

Pour en savoir plus sur le Kawsak Sacha, veuillez visionner les vidéos suivantes :

Kawsak Sacha para el mundo [Kawsak Sacha, pour le monde] :

<https://www.youtube.com/watch?v=MKHymZwjQ9k>

Kawsak Sacha, Selva Viviente [La forêt vivante] : https://www.youtube.com/watch?v=LmJjQ6tYp_4

(1) Sarayaku, Kawsak Sacha — Selva viviente [La forêt vivante],

<http://sarayaku.org/propuestasprogramas-y-proyectos/propuesta-kawsak-sacha/?lang=es>

Malgré la déforestation de l'Amazonie, les fonds REDD+ continuent d'affluer vers le Brésil



Manifestation contre le capitalisme vert à Xapuri.

La déforestation de l'Amazonie brésilienne s'intensifie de manière accélérée depuis l'arrivée de Jair Bolsonaro à la présidence en 2019. L'État d'Acre suit cette tendance. Les dizaines de millions d'euros que le gouvernement de l'État a reçus du gouvernement allemand pour son programme REDD+ n'ont pu stopper la déforestation. Fait encore plus préoccupant, même si les « résultats » positifs pour le climat ne sont pas au rendez-vous et le taux de déforestation augmente vertigineusement, plusieurs États brésiliens continuent de recevoir des fonds du gouvernement allemand. Récemment, le gouvernement fédéral du Brésil a réussi à obtenir des fonds REDD+, soit presque 100 millions de dollars US du Fonds vert pour le climat malgré toute la destruction qu'il encourage. On peut donc se demander : quel est le rôle actuel de REDD+ ?

Avec son programme « REDD+ juridictionnel » (1), l'État d'Acre a toujours été considéré comme un modèle de réussite par la Banque mondiale, le WRI, Forest Trends, le WWF, The Nature Conservancy et d'autres institutions qui, depuis 2010, promeuvent le programme REDD+ en tant que modèle fructueux pour avoir réussi à réduire la déforestation. De plus, l'État serait disposé à vendre des crédits de carbone à quiconque souhaiterait les acheter, par exemple les industries polluantes de la Californie. (2) Cependant, des dénonciations de dirigeants communautaires de territoires s'ajoutent à une accumulation de preuves montrant que ce « succès » ne représente qu'une illusion. La preuve probablement la plus lamentable est apparue en août 2019 lorsque l'augmentation de la déforestation dans Acre a atteint un des taux les plus élevés de l'Amazonie brésilienne, lorsque comparé à celui d'autres États de la région. (3)

Un des principaux arguments des promoteurs de REDD+ pour expliquer pourquoi le mécanisme ne produisait pas les résultats escomptés était le manque de ressources, et même les faibles prix sur le marché du carbone. (4) Mais de 2012 à 2016, le gouvernement allemand a transféré au gouvernement d'Acre 25 millions d'euros (presque 30 millions de dollars) à travers le **programme REM « Pionniers de REDD+ » (REDD EarlyMovers)**, que gère la **Banque publique de développement allemande KfW**. En 2017 un nouveau contrat de 10 millions d'euros supplémentaires (presque 12 millions de dollars) a été signé pour les 3 années suivantes. Et le gouvernement d'Acre a aussi reçu d'autres ressources, notamment

du Fondo Amazonia. (5) Ainsi, ce n'est pas le manque d'argent investi dans le programme REDD+ qui a causé l'augmentation de la déforestation dans Acre — et du coup, l'échec des efforts de REDD+ — d'autant plus qu'il s'agit d'un des États les plus petits de l'Amazonie brésilienne, avec à peine 790 000 habitants.

Les calculs du gouvernement d'Acre sur lesquels sont basés les versements du gouvernement allemand constituent une première contradiction qui attire l'attention. Pour justifier les versements effectués entre 2012 et 2016, la déforestation ne pouvait pas augmenter au-delà d'un certain seuil. Pour établir ce seuil, le gouvernement d'Acre s'est basé sur le taux moyen annuel de déforestation de 2001 à 2010. Cela incluait les années 2002 à 2004, lorsque la déforestation a atteint un sommet important autant dans Acre que dans l'ensemble du Brésil (6). On peut donc se demander : le gouvernement d'Acre a-t-il eu de la chance pour que les années 2002 à 2004 soient incluses dans le calcul de la moyenne de référence de la déforestation ?

Non. En fait, les spécialistes du gouvernement ont soigneusement choisi cette période de référence. C'est honteux que les donateurs aient été complices de cette sélection de données sur la déforestation qui a produit cette situation lamentable dans laquelle le gouvernement d'Acre peut recevoir des fonds pour des émissions « évitées » qui n'existent que sur papier. En fait, la déforestation pourrait même augmenter et même dans ce cas, le gouvernement d'Acre recevrait des fonds. Ainsi, REDD+ est devenu un mécanisme qui se contredit lui-même : il affirme une chose et agit autrement. Il est également embarrassant qu'en participant à ce jeu, toutes les parties impliquées choisissent d'ignorer la dynamique beaucoup plus complexe du processus de déforestation et de ses causes.

Dans une réflexion comme celle-ci, il est toujours bon de se rappeler qu'au cours des 20 dernières années, la chute la plus importante des taux de déforestation au Brésil s'est produite de 2004 à 2009, avant l'apparition des projets, des programmes et des politiques REDD+ dans Acre et ailleurs au pays. Durant cette période, les investissements efficaces dans les organes responsables du contrôle de la déforestation et des actions intégrées pour la combattre ont produit la réduction de la déforestation. De la même manière, le fait que la déforestation ait recommencé à augmenter à partir de 2014 est directement lié au démantèlement graduel de la capacité de l'État à combattre la déforestation notamment durant le mandat actuel du président Bolsonaro.

Si les ressources de REDD+ dans Acre n'ont pas été utilisées pour combattre structurellement la déforestation, à quoi ont-elles servi ? À ce jour, il n'existe pas une transparence suffisante qui permette de dire avec précision la manière dont ces fonds ont été dépensés. On sait qu'une partie a été investie dans la structure étatique du gouvernement, notamment pour assembler les institutions, mener des consultations et financer d'autres contrats liés à des politiques sur les « changements climatiques » et la surveillance de la déforestation. En même temps, le gouvernement allemand a exigé que la majeure partie des ressources (70 %) atteigne la population locale. Dans son rapport de projet, la KfW affirme que les agriculteurs et les autochtones ont été des « bénéficiaires. » Mais, par exemple, dans la réserve extractiviste Chico Mendes, dans Acre (7), personne n'a obtenu de l'aide du programme pour vivre et assurer sa subsistance dans les forêts. Au contraire, des mesures restrictives ont été imposées contre les *seringueiros* (extracteurs de caoutchouc) alors que les projets qui devaient générer un mode de vie de rechange ont échoué. En ce qui concerne les peuples autochtones d'Acre, malgré les promesses écrites, aucuns fonds de la KfW n'ont été destinés à la très urgente régularisation des terres

autochtones qui n'ont toujours pas été délimitées. Entretemps, les activités à grande échelle de l'industrie agricole, de l'agrobusiness et de l'industrie forestière, qui menacent les territoires des peuples autochtones et leurs forêts, ont pu avancer.

Même avec l'augmentation de la déforestation, le gouvernement actuel de l'État d'Acre a annoncé en septembre 2019 la poursuite de **l'association avec le gouvernement d'Allemagne dans le cadre de REDD+**. (8) Et ce, malgré l'engagement clair du gouvernement étatique en faveur du développement de l'agrobusiness, (9) qui à son tour est étroitement lié à la multiplication des incendies de forêt dans l'État et une partie de l'Amazonie en 2019. Aucun transfert de fonds du gouvernement d'Allemagne au gouvernement d'Acre, à travers la KfW, n'a été annoncé en 2020. La seule nouvelle provient du gouvernement d'Acre lui-même qui a déclaré en avril qu'il déboursait un total de R\$ 2,2 millions de real (presque 400 000 dollars) dans le cadre du projet avec le gouvernement allemand, par l'intermédiaire de la KfW. (10)

Le Mato Grosso, un autre État du Brésil qui a signé un contrat avec le gouvernement allemand en 2017, a reçu normalement les fonds en 2019 à travers la KfW. (11) Cet État a également établi un taux de déforestation de référence enflé qui lui permet de recevoir les paiements même si la déforestation augmente officiellement. Même dans la situation actuelle de calamité, d'urgence et d'agonie que connaît le biome du Pantanal du Mato Grosso en raison des incendies forestiers qui ont déjà détruit une superficie de 100 000 hectares en 2020. (12) Alors que la crise de déforestation fait rage dans le pays, il est déconcertant que le gouvernement d'Allemagne continue de signer de nouveaux accords REDD+ pour des paiements basés sur des « résultats » au Brésil, comme c'est le cas dans les États de Pará et d'Amazonas. (13)

La vision du gouvernement allemand concernant REDD+ dans Acre se rapproche de celle du vice-directeur du **Fonds vert pour le climat (Green Climate Fund—GCF)**, Juan Chang, et s'appuie sur celle-ci. Selon M. Chang, « si nous considérons REDD+ comme une transition dans laquelle des moyens d'existence durables sont fournis en échange de la cessation d'activités non durables, nous atteindrons un point où nous ne dépendrons plus des paiements de REDD+ pour assurer la subsistance et maintenir la forêt. Cela devrait être l'objectif final. » (14) Autrement dit, Chang renforce la vision selon laquelle les populations qui habitent les forêts et dépendent d'elles sont les responsables de la déforestation, et par conséquent, REDD+ devrait viser à changer leur mode de vie. Pendant ce temps, on ferme les yeux sur les actions destructrices des forestières, des accapareurs de terres, des minières et de l'agrobusiness, qui pratiquent tous la déforestation à grande échelle. De fait, le programme Floresta+ que le Brésil a présenté et que le GCF a approuvé en 2019 est axé sur les petits agriculteurs, les peuples autochtones et les communautés traditionnelles. Le gouvernement de Jair Bolsonaro a reçu du GCF 96 millions de dollars à cette fin sur la base du supposé « résultat » d'une réduction de la déforestation en 2014 et 2015. C'est un autre exemple de manipulation experte et commode des données.

Quel est le rôle actuel de REDD+ ?

Selon la logique des paiements basés sur les « résultats » qu'appliquent la **Banque mondiale, la KfW et le GCF**, REDD+ est devenu un mécanisme encore plus déconnecté de l'alarmante réalité de la déforestation croissante en Amazonie et de ses véritables causes. Mais fidèle à sa nature originale, il continue de représenter une menace pour les populations

qui dépendent de la forêt, en leur rejetant le blâme pour la déforestation et en restreignant leur accès aux terres et aux forêts dont elles dépendent.

Il est incroyable que les paiements basés sur les « résultats » du **gouvernement d'Allemagne** aux gouvernements étatiques du Brésil continuent. Peut-être est-ce parce qu'il doit dépenser des fonds déjà en caisse approuvés à cette fin. De son côté, le **GCF** essuie des critiques acerbes dans l'arène internationale pour avoir approuvé des projets REDD+ basés sur des « résultats » dans des pays où la déforestation augmente et les gouvernements l'encouragent. (15) Pour les gouvernements étatiques et fédéral du Brésil, lesquels profitent des ressources du gouvernement allemand et du GCF, cette situation leur permet de créer un rideau de fumée pour cacher la destruction réelle en cours, faire taire les critiques et donner l'impression à l'étranger qu'ils agissent.

En juillet 2020, dans une lettre ouverte, des dirigeants **de grandes entreprises nationales de l'agrobusiness de la viande et du soja, ainsi que d'autres entreprises transnationales** ont répondu aux dénonciations de leur implication dans la déforestation (16) en prétendant montrer leur préoccupation pour la destruction des forêts. (17) C'est un secret de polichinelle que l'entrepreneuriat national et international appuie le président Jair Bolsonaro depuis le début. En effet, ce politicien néofasciste d'extrême droite s'est engagé à appliquer un programme économique néolibéral qui augmente les affaires et les profits des entreprises actives au Brésil, ouvre les terres autochtones au secteur privé et élimine la réglementation environnementale.

Les gens d'affaires qui ont signé la lettre, dont plusieurs dirigent des entreprises au lourd passé de crimes environnementaux et sociaux, soutiennent qu'ils s'inquiètent de « l'impact sur les affaires de la perception négative actuelle de l'image du Brésil à l'étranger par rapport aux problèmes socio-environnementaux de l'Amazonie. » Ils ne demandent pas de stopper la déforestation, mais plutôt de mettre fin seulement à la « déforestation illégale », car leurs activités et plans d'expansion comportent une déforestation encore plus grande. C'est pourquoi ils appuient avec insistance REDD+, un mécanisme de compensation qui crée un marché du carbone dans lequel les entreprises polluantes peuvent compenser leurs émissions de carbone en protégeant une forêt située ailleurs. C'est pourquoi la lettre des dirigeants réclame « l'appréciation (...) de la biodiversité » et « l'adoption de mécanismes de négociation de crédits de carbone pour contribuer à une soi-disant économie de "carbone réduit" — afin de "planifier stratégiquement l'avenir durable du Brésil," où il n'y aura pas de controverses entre la production et la préservation. »

Cependant, la principale controverse est justement qu'en appuyant le mécanisme REDD+, les dirigeants d'entreprises ne proposent rien pour arrêter l'économie capitaliste actuelle qui est en soi destructrice. Au contraire, ils veulent utiliser REDD+ pour justifier leur expansion. Pire, pour cette économie du « carbone réduit » que les entrepreneurs désirent construire, il faut plus de minéraux et de métaux, plus de terres pour la production d'agrocombustibles, plus d'infrastructures et plus de plantations d'arbres pour la biomasse. Toutes ces activités des entreprises causeront une déforestation encore plus grande. Et pour légitimer leurs actions, ils pensent évidemment aux soi-disant mécanismes de « compensation » comme REDD+. La tendance actuelle de REDD+ décrite dans le présent article montre que le mécanisme générera encore plus de restrictions et de problèmes pour les communautés des forêts choisies pour « compenser » cette pollution ou « stocker » le carbone.

Alors qu'il se trouve sur la défensive sur la question de la déforestation, le gouvernement fédéral du Brésil s'est réuni le 10 juillet 2020 (18) avec les dirigeants d'entreprise auteurs de la lettre et semble avoir pris note de leur message quant au besoin d'investir dans des mécanismes de compensation. La restructuration du ministère de l'Environnement constitue une des mesures récentes. Le ministère deviendra le Secrétariat des forêts et relèvera du Secrétariat de l'Amazonie et des **Services environnementaux** — le carbone étant un de ces « services » — avec la « mission d'encourager le marché des paiements pour services environnementaux. » Comme l'a déclaré Ricardo Salles, ministre de l'Environnement, lors de la dernière conférence sur le climat des Nations unies tenue à Madrid en décembre 2019 : « [Il faut assurer le] paiement pour services environnementaux et, à terme, attirer des capitaux au Brésil, mais dans la proportion dont le pays a besoin et qu'il mérite, non pas en petites valeurs symboliques. » (19) De fait, REDD+, les profits destructeurs du capital et la mauvaise gouvernance semblent être les deux côtés de la même médaille et vont de pair.

Winnie Overbeek, winnie@wrm.org.uy

Membre du secrétariat international du WRM

(1) Bulletin 231 du WRM, Des projets REDD+ aux programmes REDD+ « juridictionnels » : encore une mauvaise nouvelle pour le climat et les communautés, juin 2017,

<https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/des-projets-redd-aux-programmes-redd-juridictionnels-encore-une-mauvaise-nouvelle-pour-le-climat-et-les-communautes/>

(2) Bulletin 241 du WRM, Californie, États-Unis : la décision sur la norme relative aux forêts tropicales est reportée à avril 2019, décembre 2018,

<https://wrm.org.uy/fr/les-articles-du-bulletin-wrm/section2/californie-etats-unis-la-decision-sur-la-norme-relative-aux-forets-tropicales-est-reportee-a-avril-2019/>

(3) Globo.com, Área deforestada en Acre aumenta más del 400% en un año, señala estudio 2019,

<https://g1.globo.com/ac/acre/noticia/2019/08/18/area-desmatada-no-acre-cresce-mais-de-400percent-em-um-ano-aponta-estudo.ghtml>

(4) Mongabay, In the battle to save forests, a make-or-break moment for REDD+, juillet 2020,

<https://news.mongabay.com/2020/07/in-the-battle-to-save-forests-a-make-or-break-moment-for-redd/>

(5) Rapport sur le programme REDD Early Movers (REM) dans Acre, Brésil, 2018,

<https://wrm.org.uy/pt/outras-informacoes-relevantes/redd-early-movers-rem-no-acre-brasil/>

(6) Idem (5).

(7) Idem (5).

(8) Gobierno de Acre, En Alemania, Gladson Cameli visita el banco KfW y reafirma la sociedad para reducir las emisiones de carbono, 2019,

<https://agencia.ac.gov.br/na-alemanha-gladson-cameli-visita-banco-kfw-e-reafirma-parceria-para-reducao-de-emissoes-de-carbono/>

(9) Gobierno de Acre, Agronegocio, la transformación económica de Acre vendrá del campo, 2019,

<https://agencia.ac.gov.br/agronegocio-a-transformacao-economica-do-acre-vira-do-campo/>

(10) Gobierno de Acre, El gobierno anuncia más de R\$ 2 millones para las comunidades indígenas, abril 2020,

<https://agencia.ac.gov.br/governo-anuncia-mais-de-r-2-milhoes-para-comunidades-indigenas/>

(11) Globo.com, MT recibe R\$ 36,8 millones de un banco alemán por acuerdo de conservación ambiental, janvier 2020,

<https://g1.globo.com/mt/mato-grosso/noticia/2020/01/24/mt-recebe-r-368-milhoes-de-banco-alemao-para-producao-agricola-sustentavel.ghtml>

(12) Globo.com, Pantanal tiene 100 mil hectáreas destruidas por incendios que comenzaron hace 10 días en MT, août 2020,

<https://g1.globo.com/mt/mato-grosso/noticia/2020/08/11/pantanal-tem-100-mil-hectares-destruidos-por-queimadas-que-comecaram-ha-10-dias-em-mt.ghtml>

(13) Agencia Pará, Semas y comitiva alemana avalan propuestas de inversión en la conservación ambiental, mars 2020, <https://agenciapara.com.br/noticia/18378/>;

Agencia Pará, Semas lanza pliego de condiciones para selección de empresa que dará apoyo al proyecto de combate contra la deforestación ilegal, 2019, <https://agenciapara.com.br/noticia/16461/>;

Gobierno de Pará, Cooperación Financiera Brasil-Alemania. Proyecto: Combate contra la Deforestación en el estado de Pará, 2019,

https://agenciapara.com.br/midias/anexos/16461A_pq_para_11-2019_v7_consolidado_pos-revisao_banco.pdf

Gobierno de Amazonas, En Madrid, Wilson Lima presenta modelo de financiamiento adoptado por Amazonas para la captación de recursos, 2019, <http://www.amazonas.am.gov.br/2019/12/em-madri-wilson-lima-apresenta-modelo-de-financiamento-adotado-pelo-amazonas-para-captacao-de-recursos/>

(14) Idem (4).

(15) Carta abierta a los miembros de la Junta Directiva del Fondo Verde para el Clima (GCF), août 2020,

<https://wrm.org.uy/es/acciones-y-campanas/el-fondo-verde-para-el-clima-gcf-debe-rechazar-las-solicitudes-de-financiamiento-para-redd/>

(16) Globo.com, Hasta un quinto de las exportaciones de soja y carne de la Amazonia y el Cerrado para la UE tiene rastros de deforestación ilegal, según estudio, juillet 2020,

<https://g1.globo.com/economia/agronegocios/noticia/2020/07/16/estudo-diz-que-2percent-das-propriedades-da-amazonia-e-do-cerrado-sao-responsaveis-por-62percent-do-desmatamento-ilegal-na-regiao.ghtml>

(17) Valor económico Brasil, En carta a Mourão, CEOs piden combate a la deforestación, juillet 2020,

<https://valor.globo.com/brasil/noticia/2020/07/07/leia-a-integra-da-carta-assinada-por-38-ceos-a-mourao.ghtml>

(18) Agencia Brasil, Mourão: empresarios piden definición de metas para la Amazonia, juillet 2020,

<https://agenciabrasil.ebc.com.br/politica/noticia/2020-07/mourao-empresarios-pedem-definicao-de-metas-para-amazonia>

(19) Agencia Brasil, Salles cobrará de países ricos compensación por conservación ambiental, 2019,

<https://agenciabrasil.ebc.com.br/geral/noticia/2019-11/salles-cobrara-compensacao-de-desenvolvidos-por-preservacao-ambiental>

La route qui menace de détruire la forêt « protégée » de Harapan dans le sud de Sumatra, en Indonésie



Ph: Sahabat Hutan Harapan

[Vous pouvez accéder à cet article en Bahasa Indonesia ici](#)

Le gouvernement indonésien a approuvé un projet, proposé par la société d'extraction minière Miner PT Marga Bara Jaya, de construction d'une route de 88 kilomètres à travers une forêt faisant l'objet d'une Concession pour la restauration des écosystèmes (CRE) dans le sud de Sumatra. La décision a été prise en juin 2020 et octroie à la firme le contrôle de 424 hectares de la forêt de Harapan. Cette route est destinée à transporter le charbon de la mine de la compagnie vers les centrales électriques de la province de Sumatra du Sud. (1)

Comme l'explique [un article du bulletin de mars 2020 du WRM](#), une grande partie des forêts d'État indonésiennes ont été classées en tant que « forêts de production ». Ce statut permet d'octroyer des droits de concession forestière, principalement aux industries de l'exploitation forestière et des grandes plantations.

La catégorie des « Concessions pour la restauration des écosystèmes (CRE) » a été présentée comme un outil reposant sur le marché, dont l'objectif déclaré est d'inverser la dynamique de déforestation qui sévit à l'intérieur des « forêts de production » considérées comme dotées d'un fort potentiel de conservation. Le règlement de gestion des ERC établit que le titulaire de la licence doit entreprendre des activités de restauration afin de « rétablir

un équilibre biologique ». Une fois cet équilibre atteint, l'exploitation forestière peut de nouveau être autorisée.

La première entreprise à recevoir une CRE a été Resotراسي Ekosistem Indonesia (PT REKI) en 2007, pour le projet de la forêt tropicale Harapan. Cette forêt abrite également une communauté indigène semi-nomade, les Batin Sembilan. PT REKI est le détenteur de la licence. Son principal actionnaire est une fondation à but non lucratif créée par la Société royale britannique pour la protection des oiseaux (British Royal Society for the Protection of Birds, RSPB), BirdLife International et son partenaire indonésien Burung Indonésie.

Le projet couvre une zone de près de 80 000 hectares de forêt de plaine dans les provinces de Sumatra du Sud et de Jambi. Cette zone était auparavant une concession forestière gérée par l'État, et avait fait l'objet d'une exploitation intensive. Aujourd'hui, elle est cernée de plantations de palmiers à huile, et l'objet de nombreux conflits fonciers, d'une exploitation forestière illégale et de défrichements illégaux visant à étendre les plantations de palmiers à huile. (2) Pourtant, le projet de route est sa menace la plus importante et la plus destructrice.

Outre la déforestation, la fragmentation de la forêt et la perturbation générale causée par la construction de la route, et ultérieurement par le passage incessant de gros camions remplis de charbon et de travailleurs, la route permettra inévitablement à davantage de braconniers, de bûcherons et de planteurs illégaux d'accéder à ces territoires auparavant inaccessibles, générant au passage une augmentation des conflits entre l'homme et la faune sauvage.

L'autorisation de la construction d'une route à l'intérieur de la première Concession de restauration des écosystèmes en Indonésie est un exemple emblématique des contradictions inhérentes au concept. Tandis que le gouvernement indonésien prétend, face à la communauté internationale, lutter contre la déforestation, il s'engage activement dans la promotion de plans et de politiques conduisant à davantage de déforestation. C'est également l'une des principales raisons pour lesquelles, en août 2020, des organisations indonésiennes et étrangères ont envoyé une lettre ouverte au Fonds vert pour le climat, lui demandant de rejeter le financement REDD+ que le gouvernement indonésien demandait sous prétexte d'avoir réussi à réduire les émissions de carbone dues à la déforestation. Il est inacceptable que le Fonds récompense les gouvernements qui continuent à s'engager et à promouvoir la déforestation à grande échelle. (3)

Le WRM a interviewé un militant engagé en faveur de la justice sociale et environnementale en Indonésie qui a suivi de près la situation dans cette zone de concession, et donc le projet routier, afin de mieux comprendre le contexte et les conflits. Pour des raisons de sécurité, nous ne divulguons pas son nom.

WRM : Les ONG de conservation affirment qu'elles sont en train de restaurer la forêt tropicale de Harapan, est-ce vrai ? Si non, quels sont les principaux problèmes ?

Militant : En raison des anciens droits de concession forestière, qui se sont transformés en projet de Concession de restauration des écosystèmes de Harapan au Hutan, en raison, donc, de son exploitation industrielle, l'état de la forêt de Harapan est très critique.

Pendant la phase de mise en œuvre de ce projet, aucune des communautés indigènes Batin Sembilan qui résident dans cette zone n'a été invitée à participer. Parmi les laissés pour compte, on trouve le peuple Pangkalan Ranjau.

À mon avis, la restauration de ce qui était autrefois des zones d'extraction, par le biais de Concessions de restauration des écosystèmes, à l'image du projet Hutan Harapan, devrait se faire avec l'appui, la participation et le guidage des communautés indigènes, et ce à toutes les étapes : mise en œuvre, restauration, préservation, gestion, etc., car ce sont elles qui connaissent le mieux la zone et qui protègent déjà la forêt depuis des générations.

WRM : Pourquoi vous êtes-vous opposé à la construction de la route ?

Militant : Je suis contre toute forme d'exploitation des zones naturelles, y compris celle qu'impliquent les projets d'extraction de charbon et la mise en place des infrastructures qu'ils nécessitent.

La route de transport du charbon n'est qu'une manifestation d'un problème d'exploitation plus vaste, à savoir la mine de charbon elle-même. Par conséquent, je m'oppose fermement sa présence.

Ce territoire me semble être dans un état très critique, à cause de toutes les grandes sociétés d'exploitation forestière, des permis d'extraction octroyés par le passé.

WRM : Une route construite dans une zone qui devrait être restaurée et conservée, c'est un non-sens. Qui bénéficie d'une telle proposition et qui la soutient ?

Militant : Le seul bénéficiaire de la construction de cette route, c'est la compagnie d'extraction minière.

WRM : Comment la forêt d'Harapan pourrait-elle être restaurée et conservée au mieux, compte tenu des intérêts de l'industrie minière, de l'industrie de l'huile de palme et de celle de l'exploitation forestière ?

Militant : La restauration de la forêt tropicale de Hutan Harapan doit se faire avec la participation et le guidage des populations indigènes de la région, à tous les niveaux et à toutes les étapes. Ce sont les plus à même d'empêcher l'exploitation de la forêt tropicale et de protéger l'environnement. Un travail de collaboration est donc nécessaire.

WRM : Maintenant que le projet de route est approuvé, quels sont vos plans et quels types d'actions de solidarité nationale et internationale sont nécessaires, selon vous ?

Militant : Nous soutenons les peuples indigènes dans la préservation et la protection de leurs territoires coutumiers ; nous continuons à nous opposer et à protester contre cette construction de route auprès du gouvernement et des parties concernées, à la fois au niveau national et international ; nous recourons à des moyens juridiques et non-juridiques pour contrecarrer l'expansion de l'exploitation du charbon dans le pays.

La mise en lumière à l'internationale de ce projet routier et d'autres projets destructeurs prenant place en Indonésie est cruciale pour créer une pression sur le gouvernement et les entreprises qui veulent détruire de grandes zones forestières dont dépendent les communautés qui vivent de la forêt.

(1) Mongabay, « L'Indonésie, approuve le projet de route du charbon à travers la forêt qui accueille des tigres et des éléphants », juillet 2020 : <https://news.mongabay.com/2020/07/indonesia-approves-coal-road-project-through-forest-that-hosts-tigers-elephants/>

(2) REDD-Monitor, « Questions pour le projet Harapan Rainforest : Conflits fonciers, déforestation, financement et projet de construction d'une route pour le transport du charbon, 2019 » : <https://redd-monitor.org/2019/05/02/questions-for-the-harapan-rainforest-project-land-conflicts-deforestation-funding-and-the-proposed-construction-of-a-coal-transportation-road/>

(3) « Le Fonds vert pour le climat (FVC) doit dire non à d'autres demandes de financement REDD+, août 2020 » : <https://wrm.org.uy/actions-and-campaigns/the-green-climate-fund-gcf-must-say-no-to-more-redd-funding-requests/>

RECOMMANDATIONS

Une critique féministe du pouvoir des sociétés transnationales

La Marche mondiale des femmes et l'Organisation féministe Sempreviva (SOF) ont réalisé une série de vidéos qui reprennent une critique féministe du pouvoir des grandes entreprises dans trois secteurs industriels d'exploitation : l'industrie alimentaire, la numération et l'industrie textile. Les vidéos sont disponibles en espagnol, en portugais, en anglais et en français.

ES: https://www.youtube.com/playlist?list=PLyvHWAa1OEP9HTje4jaAdW_ZmmFHexRrS

PO: https://www.youtube.com/playlist?list=PLyvHWAa1OEP8CGMzi_1ZOFN7AjL7tWtY1

EN : https://www.youtube.com/playlist?list=PLyvHWAa1OEP_i_Ji8aF2oZVY_5HDTKYbV

FR : <https://www.youtube.com/playlist?list=PLyvHWAa1OEP-dgiAGy7EKUq-rFzi3SMvd>

Les défenseurs des droits fonciers confrontés à une violence toujours croissante

L'ONG Global Witness a récemment publié son rapport 2019 sur la violence contre les défenseurs des droits fonciers et de l'environnement – ceux qui sont en première ligne pour résister à la destruction et à l'exploitation des personnes et des territoires. Leur rapport montre que l'année 2019 a enregistré un nombre record d'assassinats, avec le chiffre le plus élevé depuis 2012, quand l'ONG a commencé à publier des données. Deux cent douze défenseurs des droits fonciers et de l'environnement ont été tués en 2019, soit en moyenne plus de quatre personnes par semaine. Plus de la moitié du total des meurtres signalés ont été commis dans deux pays : la Colombie et les Philippines. Lire le rapport complet (en anglais) :

<https://www.globalwitness.org/en/campaigns/environmental-activists/defending-tomorrow/>

« Une certification vide de sens »

Les trois quarts des concessions de palmiers à huile en Indonésie et dans la partie malaisienne de Bornéo certifiées par la Table ronde sur l'huile de palme durable (RSPO) occupent des terres qui étaient des forêts et/ou des habitats fauniques il y a 30 ans. Une nouvelle étude sur les plantations certifiées de palmiers à huile et leurs liens avec la déforestation par le passé, publiée dans la revue *Science of the Total Environment*, conclut que l'incapacité de la RSPO à tenir compte de la déforestation passée signifie que « chaque zone d'exploitation forestière 'aujourd'hui' pourrait être certifiée comme une plantation durable 'demain', dans une boucle infinie de certification dénuée de sens. » Lire un article du portail d'actualités Mongabay (en anglais) ici : <https://is.gd/Bqlyz8>

La farce des donations pendant la bataille contre la Covid-19 au Brésil

Un réseau d'organisations de la société civile et de mouvements sociaux a pris l'initiative une lettre ouverte pour dénoncer la façon dont les grandes entreprises (agro-industrie, plantations industrielles d'arbres, secteurs pétrolier et minier) profitent de cette période de crise avec la pandémie de Covid-19 pour renforcer leur image de marque en faisant des dons aux populations vulnérables. Dans le même temps, elles poursuivent leur exploitation au milieu de la pandémie. La lettre souligne également le rôle joué par les mouvements sociaux et les ONG qui, sans bénéficier d'une visibilité aussi importante dans les médias, apportent un soutien aux populations dans le besoin dans les zones urbaines et rurales en donnant de la nourriture et du matériel de nettoyage et en créant des réseaux de solidarité dans tout le pays.

Les organisations du Brésil et également d'autres pays sont invitées à signer cette lettre (jusqu'au 21 septembre) pour soutenir la résistance de ces groupes contre les impacts des grandes entreprises sur leurs territoires. Vous pouvez lire la lettre complète et signer ici : <https://wrm.org.uy/actions-and-campaigns/brazil-letter-exposes-the-donation-farce-of-agribusiness-industrial-tree-monocultures-oil-and-mining-corporations/>

Un webinaire a également été organisé par ce réseau pour dénoncer les fausses solutions et l'emprise des grandes entreprises. Des dirigeants communautaires de différentes régions du pays ont également partagé leurs expériences sur les impacts de ces entreprises sur leur territoire. On peut regarder cette vidéo (en portugais) ici :

<https://www.facebook.com/WorldRainforestMovement/videos/763101757837653>

Les articles du bulletin peuvent être reproduits ou diffusés en mentionnant la source suivante : **Bulletin 251 du Mouvement mondial pour les forêts tropicales (WRM) : « Le capitalisme vert se développe dans les communautés et les territoires »** (<https://wrm.org.uy/fr/>)

[Inscrivez-vous au Bulletin du WRM](#)

Le Bulletin cherche à appuyer et à soutenir les combats des peuples qui défendent leurs forêts et leurs territoires. L'inscription est gratuite.

Vous avez manqué le dernier numéro du Bulletin WRM intitulé « COVID-19 : un alibi pour accroître l'oppression, la mainmise des grandes entreprises et la destruction des forêts » ?

[Vous pouvez le consulter, ainsi que tous les précédents numéros du bulletin WRM, en cliquant sur ce lien.](#)

Bulletin du Mouvement Mondial pour les Forêts (WRM)

Ce bulletin est également disponible en anglais, espagnol et portugais

Editeur: Joanna Cabello

Appui éditorial: Elizabeth Díaz, Lucía Guadagno, Jutta Kill, Winfridus Overbeek et Teresa Pérez

Secrétariat International du WRM

Avenue General María Paz 1615 bureau 3. CP 11400, Montevideo, Uruguay

Tel/fax: +598 26056943

wrm@wrm.org.uy - <http://wrm.org.uy/fr/>